

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

SERVICE DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

BULLETIN D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

Publication bimensuelle

XII^e ANNÉE, VOL. II, N^o 11

10 DÉCEMBRE 1937

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Le rôle des « ferry-boats » dans les transports entre la Belgique et la Grande-Bretagne, par M. Georges De Leener. — Le rétablissement de l'étalon-or, par M. G. Eyskens. — La réforme économique et financière en Belgique : Arrêtés royaux relatifs au statut de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et de la Commission bancaire. Contrôle des banques : Arrêté royal pris en exécution de l'article 12 de l'arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935. — Statistiques.

NATIONALE BANK VAN BELGIË

DIENST VOOR ECONOMISCHE STUDIËN

TIJDSCHRIFT VOOR INLICHTING EN DOCUMENTATIE

Halfmaandelijksch tijdschrift

XII^e JAAR, II^e BAND, N^o 11

10 DECEMBER 1937

Dit tijdschrift wordt als objectieve documentatie uitgegeven.
De artikels geven de opvatting van de schrijvers weer, onafhankelijk van de meening der Bank.

KORTE INHOUD : De rol van de « ferry-boats » in het vervoer tusschen België en Groot-Brittannië, door den heer Georges De Leener. — Het herstel van den gouden standaard, door den heer G. Eyskens. — De economische en financieele hervorming in België : Koninklijke besluiten betreffende het statuut van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid en van de Bankcommissie. Bankcontrole : Koninklijk besluit genomen in uitvoering van artikel 12 van het koninklijk besluit n^o 185 van 9 Juli 1935. — Statistieken.

LE ROLE DES « FERRY-BOATS »

DANS LES TRANSPORTS ENTRE LA BELGIQUE ET LA GRANDE-BRETAGNE

par M. Georges De Leener,

Professeur à l'Université de Bruxelles.

Les échanges commerciaux de la Belgique avec la Grande-Bretagne sont d'un intérêt primordial. Après la France, le Royaume-Uni est le principal pays de destination des exportations belges. De son côté, la Belgique achète sur le marché anglais de grosses quantités de marchandises nécessaires à son économie nationale. Enfin, une grande partie du transit qui traverse notre pays est en destination ou en provenance du Royaume-Uni.

Nombreux sont nos produits qui trouvent au Royaume-Uni un débouché de premier ordre. Ce sont principalement des aciers laminés, des produits de l'industrie textile, du lin brut, des glaces et verres à vitre, des produits chimiques, etc. Des marchandises que la Belgique achète en grandes quantités en Angleterre sont surtout la houille, la laine brute, des produits de l'industrie textile, des machines, des métaux, etc.

Ces exportations et ces importations réciproques de la Belgique ou de l'Union économique belgo-luxem-

bourgeoise avec le Royaume-Uni, représentent le déplacement d'un gros tonnage annuel. Celui-ci a atteint, en 1936, près de 3.200.000 tonnes, dont environ 2.400.000 tonnes dans le sens de la Belgique vers la Grande-Bretagne et plus de 800.000 tonnes dans le sens inverse. Il faut y ajouter un total de transit de plus de 1.400.000 tonnes se divisant par parts à peu près égales dans les deux sens. Dans l'ensemble, environ 4.600.000 tonnes sont donc transportées annuellement entre la Belgique et le Royaume-Uni, avec un excédent considérable dans le sens de la première vers le second.

Les conditions dans lesquelles s'effectuent ces transports offrent un grand intérêt au point de vue de l'économie nationale de la Belgique. L'existence de nos exportations vers l'Angleterre et l'essor consécutif des industries belges dépendent dans une large mesure des charges plus ou moins élevées des frais des transports maritimes. Il en est de même des effets de ces derniers sur les conditions dans lesquelles la Bel-

gique peut s'approvisionner en Grande-Bretagne des marchandises nécessaires à sa vie économique.

Le coût du transport maritime n'est d'ailleurs pas le seul élément qui doit retenir l'attention. La vitesse et d'autres circonstances des transports exercent aussi une grande influence. Il en est ainsi pour les denrées périssables qui font l'objet de commerce entre les deux pays. La vitesse est précieuse aussi en tant qu'elle aide à l'exécution immédiate d'un ordre reçu d'un acheteur pressé de recevoir sa marchandise dans un très court délai.

Les mêmes considérations concernent les conditions du transit dont le tonnage atteint, comme on l'a appris plus haut, 1.400.000 tonnes par an. Il n'est pas de marchandise étrangère dont le transit à travers la Belgique ne laisse d'avantages au pays. Le parcours nécessaire à travers le territoire belge atteint éventuellement plus de 250 kilomètres. Encore qu'il ne s'agisse à ce propos que d'indications fort conjecturales, en estimant, pour chaque tonne de marchandises traversant le pays en transit à destination ou en provenance de l'Angleterre, la dépense moyenne de transport à 50 francs, le transit d'environ 1.400.000 tonnes laisserait annuellement *grosso modo* 70 millions de francs, sans parler des frais de port à l'embarquement ou au débarquement de la marchandise, des frets maritimes payés aux services belges utilisés pour une partie de ces expéditions, des frais et commissions d'intermédiaires, etc. Au total, un chiffre de recettes annuelles de l'ordre de grandeur d'une centaine de millions paraît vraisemblable.

Dans la très grande généralité des cas de transit dans les relations avec l'Angleterre, le passage par la Belgique n'est pas une nécessité absolue. Les marchandises transitées pourraient emprunter des voies de transit à travers la France ou à travers les Pays-Bas. Cet état de concurrence est encore amplifié par le fait de transports directs par mer au départ des pays ou à l'arrivée dans les pays dont le trafic avec l'Angleterre alimente le transit par la Belgique. Il dépend donc beaucoup des conditions des communications maritimes anglo-belges que notre pays puisse conserver ou mieux encore accroître les avantages qu'il retire du transit avec l'Angleterre.

* * *

Les premières considérations auxquelles nous venons de nous arrêter montrent l'intérêt que mérite tout mode de transport, comme les *ferry-boats*, dont les services sont susceptibles de concourir à favoriser les communications maritimes entre le continent et la Grande-Bretagne. En dehors des *ferry-boats*, et abstraction faite des transports par avions, les transports entre la Belgique et la Grande-Bretagne s'effectuent exclusivement par des bateaux chargeant les marchandises ou les déchargeant soit à Anvers, soit à Gand, soit à Ostende, soit à Bruxelles, soit à Bruges, soit à Zeebrugge. Ces ports interviennent pour des parts fort inégales dans les transports de marchandises entre la Belgique et le Royaume-Uni.

Année 1936.

PORTS	Entrées de marchandises en provenance du Royaume-Uni	Sorties de marchandises à destination du Royaume-Uni
	(Tonnes)	(Tonnes)
Anvers.....	727.075	1.476.440
Gand.....	408.546	701.206
Bruges.....	56.341	1.673
Bruxelles.....	108.787	158.677
Ostende.....	24.800	59.161
Zeebrugge.....	180.476	73.212

Une certaine spécialisation caractérise ces trafics des divers ports belges. Dans leur ensemble, ils se ramènent nécessairement aux grandes catégories des exportations belges à destination de l'Angleterre et des importations britanniques en Belgique, outre le transit dans les deux sens. Ils sont assurés par de nombreuses lignes de navigation. Rien qu'au départ d'Anvers, on en compte une quinzaine avec des départs fréquents, les uns même journaliers ou hebdomadaires, dont une moitié à destination de Londres. D'autres lignes participent aux mêmes transports au départ des ports de Gand, de Bruxelles ou d'Ostende. De tout temps, les transports entre la Belgique et la Grande-Bretagne ont été assurés par des relations maritimes fréquentes et rapides que leur ont procurées de nombreuses lignes dans des conditions adéquates aux circonstances, outre l'intervention de navires n'appartenant à aucune ligne régulière et offrant leurs services en rapport avec l'état du marché des frets.

* * *

L'exposé qui précède pourrait laisser croire que, dans la structure des transports tels qu'ils étaient assurés entre la Belgique et la Grande-Bretagne, l'adjonction à titre permanent d'autres ou de nouveaux moyens de transports n'aurait point eu d'utilité. Or, depuis avril 1924, un service de *ferry-boats* s'est ajouté aux multiples services existants. Il a été établi entre Zeebrugge et le port anglais d'Harwich, avec départs journaliers dans les deux sens, dimanche compris.

On sait qu'un *ferry-boat* est un dispositif de bateau permettant le transport de voitures et de wagons de chemins de fer qui y prennent place sur des rails auxquels ils ont directement accès par simple roulage au port de départ et dont ils sont évacués de même au port d'arrivée. L'usage de *ferry-boats* remonte déjà à plus d'un siècle. Le premier service de ce genre fut instauré en 1831 en Ecosse pour la traversée du *Firth of Forth*, sur une largeur de près de 9 kilomètres. Ils ont pris, dans certains pays surtout, une très grande importance en raison de la configuration de leurs territoires entourés d'eau ou séparés par des bras de mer. Tel est le cas du Danemark. Dans les relations des divers Etats scandinaves avec l'Allemagne, ils jouent aussi un très grand rôle. Un important réseau de *ferry-boats* existe dans l'archipel japonais.

Il peut paraître surprenant que, l'utilité des services de *ferry-boats* ayant été reconnue et consacrée

ailleurs, de mêmes services aient si longtemps tardé à être établis entre le continent et les Iles Britanniques. L'idée de transports de trains entiers à travers le Pas-de-Calais est ancienne. Elle a fait naître des projets de tunnels entre la France et l'Angleterre. Il devait paraître bien plus simple de transporter ces trains par des *ferry-boats*. Aussi, dès 1862, en avait-on proposé l'emploi à travers le Pas-de-Calais et le projet en fut repris plusieurs fois sans succès. Il a fallu les nécessités des transports de guerre pour qu'enfin en 1917 les administrations militaires alliées décidassent de faire face à leur augmentation constante par l'établissement de services de *ferry-boats*, l'un entre le port anglais de Richborough et les ports français de Calais et de Dunkerque et l'autre entre Southampton, d'un côté, et Dieppe et Cherbourg de l'autre côté. Des centaines de mille tonnes de matériel de guerre furent transportées ainsi. Des canons de 353 millimètres montés sur leur tank et pesant près de 38 tonnes furent amenés de cette sorte en France avec un minimum de manœuvres. Ils pouvaient se trouver sur le front le lendemain de leur départ d'Angleterre. Il en fut de même d'obusiers de 305 millimètres, de nouvelles locomotives de 90 tonnes et de près de 700 chars d'assaut de grands modèles. Tous ces transports, qui furent réalisés sans accidents, rendirent de très grands services aux armées alliées. Leur expérience fut édifiante. Elle provoqua diverses initiatives privées dont la ligne de *ferry-boats* de Zeebrugge à Harwich fut le premier résultat pratique. Celle-ci fut suivie, en 1936, de la création du service de *ferry-boats* Dunkerque-Douvres.

Les possibilités d'établissement de *ferry-boats* dépendent essentiellement des dispositifs des voies ferrées dans les pays entre les réseaux des chemins de fer desquels ils servent de liaison. Il est nécessaire, en effet, que ces réseaux présentent le même écartement de voies pour permettre le roulement des wagons indifféremment sur l'un et sur l'autre. L'existence d'écartements différents explique que des *ferry-boats* ne fonctionnent pas entre la Grande-Bretagne et l'Irlande en dépit de l'étroitesse du canal qui les sépare. La seule dimension d'écartement des roues du matériel roulant en rapport avec la largeur des voies n'est cependant pas suffisante pour assurer la possibilité de passage des wagons d'un réseau à l'autre. Pour d'autres raisons, les voitures ou les wagons ordinaires de chemin de fer roulant sur le continent ne sont pas aptes à circuler sur les chemins de fer anglais. La largeur des ouvrages d'art, tels que ponts ou tunnels, étant plus petite en Angleterre que sur le continent, et, d'autre part, les systèmes de freins en usage étant différents aussi, un type spécial de wagons réunissant à la fois les conditions techniques exigées en Angleterre et sur le continent a dû être créé à l'initiative des entreprises de *ferry-boats*.

Selon les cas, les *ferry-boats* servent aux déplacements maritimes des voitures de voyageurs ou de wagons de marchandises. Eventuellement, ils sont employés pour les transports des uns et des autres.

Il s'agit d'une question d'espèces et de circonstances. Le service de *ferry-boats* de Dunkerque à Douvres sert à la fois aux gens et aux choses. Par contre, entre la Belgique et l'Angleterre, le service de Zeebrugge-Harwich ne concerne que les wagons de marchandises. Dans les relations entre l'Allemagne et les pays scandinaves, l'usage des *ferry-boats* est plus important pour les voyageurs que pour les marchandises.

Pour les voyageurs, l'avantage du *ferry-boat* est surtout de leur éviter l'incommodité du passage de voitures sur bateau et vice versa. Cette incommodité étant particulièrement ressentie dans les voyages de nuit, les *ferry-boats* rendent d'autant plus de services en matière de transports de voyageurs qu'ils sont utilisés sur des trajets assez longs pour comporter une durée d'une dizaine d'heures entre la soirée et la matinée. Ainsi se présentent les relations entre Paris et Londres et elles ont justifié l'établissement du *ferry-boat* Dunkerque-Douvres avec application aux transports de voitures de voyageurs. D'un autre côté, les transports de marchandises empruntent plus ou moins les services de *ferry-boats* selon que leur utilisation donne lieu à un allongement de parcours qui ne soit pas démesuré à la fois sur le réseau de chemins de fer du pays de départ et sur celui du pays d'arrivée. Le bon marché des transports maritimes par rapport aux prix des transports par chemins de fer entre ici en ligne de compte. La recherche de distances relativement courtes pour les trajets maritimes des *ferry-boats* entraîne nécessairement le détour des marchandises dont l'expéditeur a la possibilité de faire effectuer le chargement sur navires de mer à proximité immédiate du point initial d'expédition.

Si, nonobstant la multiplicité des relations de transport entre tous les ports belges et les principaux ports anglais, la création du service de *ferry-boats* Zeebrugge-Harwich a pu se justifier, la raison principale doit en être recherchée dans le fait que leur instauration a été envisagée comme susceptible de créer du trafic. Dans quels cas, un nouveau mode de transport réunit-il les conditions nécessaires à cette fin? Ce résultat est obtenu lorsqu'il permet à une marchandise d'atteindre un débouché qui lui était resté inaccessible jusqu'alors, soit parce qu'elle était grevée à sa destination d'un prix de transport incompatible avec les prix des produits concurrents sur le marché en question, soit parce qu'elle ne pouvait l'atteindre dans un état de qualité conforme aux exigences des acheteurs, soit enfin parce que son transport souffrait de difficultés matérielles ou de risques rendant aléatoire à l'excès la bonne fin de l'opération commerciale dont elle est l'objet. Sans doute le service des *ferry-boats* de Zeebrugge-Harwich a-t-il pu être alimenté en outre par des transports de marchandises enlevées aux lignes de navigation; mais son intérêt capital réside dans ses effets sur un accroissement de trafic dont les avantages pour le pays sont très appréciables.

Diverses circonstances expliquent un tel accroissement de trafic. Un *ferry-boat* permet l'embarquement

d'un train entier de marchandises. Les opérations complètes d'évacuation d'un train et de son remplacement par un autre train sont d'une simplicité qui leur permet de s'effectuer aisément en trente minutes. L'exploitation des *ferry-boats* se prête aux transports de wagons plombés au départ de toutes les stations du continent vers toutes les gares du réseau anglais. Des réductions sensibles sont réalisées dans les frais de main-d'œuvre et d'emballage. Les frais de veille sur les quais des ports, les frais de hangars, les frais d'engins de levage, etc. sont économisés. La marchandise chargée en vrac au départ dans les wagons ne doit subir aucune manipulation en cours de route. Eventuellement des wagons frigorifiques sont utilisables, de même que d'autres wagons spéciaux tels que wagons couverts avec ventilation intense. Les envois sont accélérés par la suppression des transbordements maritimes. Des marchandises contenues dans des wagons parvenus à Zeebrugge entre 8 et 9 heures du matin sont rendues au centre de Londres à 2 heures de la nuit suivante, prêtes à être livrées à leurs destinataires à l'ouverture du marché matinal, avec dédouanement à la gare d'arrivée.

Pareilles conditions procurent de précieux avantages, surtout aux transports de toutes les marchandises périssables : fruits, légumes, œufs, viande, volaille morte, etc., et à ceux de marchandises fragiles : verreries, poteries, tuyaux en grès, baignoires, articles émaillés, etc. Elles font comprendre que le service des *ferry-boats* ait été cause d'accroissements de trafic entre la Belgique et la Grande-Bretagne. Elles se sont traduites, en outre, par des avantages accessoires, mais multiples : réduction des risques de vols et d'avaries; facilités des transports de meubles ainsi que des transports de machines, pièces lourdes, etc.

La position géographique du port de Zeebrugge satisfait à l'une des conditions dont dépend la préférence donnée aux *ferry-boats*. Elle est telle qu'elle n'entraîne pas d'allongements excessifs ou prohibitifs de la distance de transport sur voie ferrée. Si dans le cas de légumes frais, expédiés de Malines à Londres, la distance sur rail est plus longue via Zeebrugge que via Anvers, l'allongement de parcours n'est pas grave au point que l'accroissement de taxes en résultant suffise pour compenser les avantages offerts par les *ferry-boats*, d'autant moins que l'emploi de voies concurrentes avec chargement à bord de navire donne lieu à des frais de transbordement à la fois à l'embarquement et au débarquement. Par contre, les circonstances de durée de voyage de l'intérieur du pays vers Londres n'indiquent pas que la voie de Zeebrugge-Harwich soit utilisée avec *ferry-boats* pour les transports de voyageurs sans descente de voiture. L'existence d'un service de nuit Anvers-Harwich dans des conditions de plus longue navigation maritime présente à cet égard toutes les facilités que peuvent exiger les convenances des voyageurs.

* * *

Les avantages qui viennent d'être attribués aux services de *ferry-boats* ont été confirmés par les résultats de la ligne Zeebrugge-Harwich, comme en témoignent les chiffres de tonnages et les nombres de wagons transportés chaque année dans les deux sens depuis sa création.

ANNÉES	DU CONTINENT VERS L'ANGLETERRE		DE L'ANGLETERRE VERS LE CONTINENT	
	Tonnage	Wagons chargés	Tonnage	Wagons chargés
	(Tonnes)		(Tonnes)	
1924 (6 mois)...	25.201	4.068	632	260
1925	81.132	9.971	7.672	884
1926	134.878	16.734	12.608	1.302
1927	140.346	17.798	18.123	1.872
1928	128.080	16.230	17.120	2.114
1929	114.196	14.771	23.984	2.762
1930	112.749	14.146	19.981	2.999
1931	121.178	16.115	10.977	1.698
1932	61.805	8.200	12.225	1.555
1933	39.225	5.647	10.687	1.603
1934	39.729	5.994	14.880	2.096
1935	47.250	7.490	15.061	2.287
1936	50.328	7.640	21.288	3.792

Relativement au tonnage total des marchandises exportées de l'Union économique belgo-luxembourgeoise vers la Grande-Bretagne, soit environ 2 millions 400.000 tonnes et à celui des marchandises importées de la seconde dans la première, soit environ 800.000 tonnes, sans parler de 1.400.000 tonnes de transit, le tonnage transporté par les *ferry-boats* pourrait paraître minime, puisqu'il ne ressort qu'aux environs de 1 ou 2 p. c. du tonnage total. Envisagée sous cet angle, la question serait mal posée : l'intérêt des progrès réalisés dans les transports sa mesure à l'accroissement qu'ils déterminent dans les échanges commerciaux. Or, pour les raisons techniques qui ont été exposées, un accroissement des échanges constitue bien, sinon la totalité du trafic des *ferry-boats*, tout au moins sa plus grande partie. Si les transports des *ferry-boats* n'étaient dus aux influences des circonstances considérées, ils ne pourraient s'expliquer que par leur meilleur marché. Or, au point de vue des coûts de transport par la voie de Zeebrugge ou par des voies concurrentes, on remarquera que, par exemple, le transport des légumes frais coûte le même prix à destination de Londres par le *ferry-boat* de Zeebrugge ou par un navire au départ d'Anvers. Il est vrai que les frais de port sont plus élevés à Anvers qu'à Zeebrugge; mais, par contre, le transport jusqu'à Zeebrugge coûte beaucoup plus cher que jusqu'à Anvers. Ce ne paraît donc pas un avantage de bon marché qui explique l'utilisation des *ferry-boats* de Zeebrugge-Harwich dans les expéditions de légumes frais de la région de Malines à Londres. Si ce n'est pas en tout cas pour des raisons de meilleur marché que de multiples transports s'effectuent par les *ferry-boats*, il y a d'autant plus de motifs pour les considérer comme constituant un accroissement des échanges commerciaux entre le continent et la Grande-Bretagne. On peut encore mieux s'en rendre compte en exami-

nant l'extension du trafic des *ferry-boats* et en analysant leur composition.

Grâce aux *ferry-boats*, des wagons de marchandises expédiés à destination de l'Angleterre, des points les plus éloignés d'Europe, atteignent Londres en quelques jours. De Milan à la capitale anglaise, la durée de parcours n'est que d'un jour et 21 heures. Même au départ de Budapest, elle n'est encore que de trois jours et 21 heures. Des wagons directs expédiés de Sicile arrivent à Londres avec emploi des *ferry-boats* entre la Sicile et l'Italie péninsulaire, outre leur passage sur les *ferry-boats* de Zeebrugge-Harwich. La comparaison entre les durées de ces trajets et celle des parcours des mêmes marchandises par la voie mixte des chemins de fer et du navire est tout à l'avantage du *ferry-boat*. Elle explique la naissance d'échanges commerciaux nouveaux.

Des villes de province en Angleterre et en Ecosse constituent de fort importants marchés pour des denrées périssables produites sur le continent. Par les lignes de navigation ordinaires, leur accès était difficile. Il est devenu facile, au contraire, avec le concours des *ferry-boats*, qui permettent aux wagons chargés à leurs stations de départ sur le continent d'atteindre par des relations rapides sur les voies ferrées anglaises toutes les grandes villes de l'Angleterre et de l'Ecosse. Cette circonstance est aussi une raison pour laquelle la mise en service des *ferry-boats* a déterminé de nouveaux courants d'échanges à l'avantage de l'intérêt général.

La constitution de courants d'échanges commerciaux est subordonnée à la possibilité de relations régulières et constantes. Les relations maritimes utilisées en dehors des *ferry-boats* de Zeebrugge ne garantissent pas cette régularité. Elles peuvent être retardées ou même interrompues dans d'assez fréquents cas de brouillard entravant la navigation soit sur les estuaires au départ de certains ports continentaux, soit sur les voies d'accès des ports anglais.

Dans d'autres domaines, il est aussi des *impedimenta* qui suffisent pour faire obstacle à la naissance de courants commerciaux qui paraîtraient devoir résulter de l'existence de marchés de consommation bien caractérisés. Il en est ainsi des sujétions dues à la nécessité d'interventions d'agents expéditeurs dans les ports d'embarquement ou de débarquement, avec règlement distinct des frets maritimes et des taxes de transport par chemin de fer. Le système des *ferry-boats* corrige cette déféctuosité qui se présente particulièrement dans le trafic entre le continent et la Grande-Bretagne. La solution consiste dans les tarifs directs. Des tarifs directs d'Italie à Londres mentionnent les sommes à payer pour le transport des marchandises périssables entre les principaux lieux

d'expédition italiens et Londres. Les prix de transports peuvent être acquittés à l'arrivée à destination. Un tarif direct analogue est applicable à un très grand nombre de marchandises dans les relations entre l'Allemagne et l'Angleterre.

L'examen de la composition du trafic des *ferry-boats* de Zeebrugge révèle aussi l'influence que leur service a exercé sur l'intensification des échanges entre le continent et la Grande-Bretagne. Les effets s'en sont étendus jusqu'aux extrémités de l'Europe, comme en témoignent des transports importants non seulement au départ des villes italiennes de Côme, Trévisé, Milan, mais jusqu'à Naples et même Palerme. Ils se sont aussi traduits par l'intérêt que les pays de l'Europe sud-orientale et de l'Europe centrale ont pris à s'organiser pour l'exportation vers l'Angleterre des produits agricoles et horticoles. L'exportation des fruits et des volailles de Hongrie, de Yougoslavie et de Grèce a été de même favorisée. De l'Europe centrale, il a été expédié par les *ferry-boats* de Zeebrugge et via l'Allemagne en 1936, plus de 3.000 tonnes de fruits, environ 500 tonnes de beurre et d'œufs, 180 tonnes de poisson, 3.324 tonnes de volaille, etc. D'Italie vers l'Angleterre, la même année et par les mêmes voies, nous notons 2.842 tonnes de citrons, 1.155 tonnes de châtaignes, 5.430 tonnes de fruits, des légumes, du fromage, des volailles, etc. A toutes ces marchandises périssables s'en sont ajoutées de multiples autres pour lesquelles le transport direct en wagons sans transbordement est particulièrement avantageux, comme des milliers de tonnes de meubles de l'Allemagne et de l'Europe centrale, des baignoires, de la gobeletterie et de la verrerie, etc. Dans le sens inverse, on observe au départ de l'Angleterre des transports importants de machines, de la poterie, des faïences, etc.

* * *

Pour conclure par des considérations générales, nous dégagerons des quelques faits relatés dans cette étude une nouvelle confirmation des possibilités de progrès indéfinis que semble receler la technique des transports. Les témoignages en sont d'ailleurs incessants. Sans parler des transports aériens et des transports routiers automobiles, on constate aussi sur tous les réseaux ferrés de nouveaux progrès qui ménagent aux transports par chemins de fer des avantages insoupçonnés il y a quelques années. Les possibilités de progrès futurs de ces derniers sont particulièrement confirmées par les résultats des services de *ferry-boats* dont la multiplication ou l'intensification auraient pour conséquence d'élargir encore considérablement la zone d'action des transports par chemin de fer.

HET HERSTEL VAN DEN GOUDEN STANDAARD

door den heer G. Eyskens,

Professor aan de Universiteit te Leuven.

De monetaire instabiliteit vindt men algemeen aangeklaagd als een ernstige hindernis op den weg van het economisch herstel. De valutaschommelingen en de onzekerheid, die blijft bestaan aangaande de mogelijke waardefluctuaties van belangrijke munteenheden, welke voor het internationale ruilverkeer van overwegende beteekenis zijn, bemoeilijken niet alleen in buitengewone mate den buitenlandschen handel, maar dragen ook bij tot een bestendige psychose van onrust, die weegt op de binnenlandsche productie en bijdraagt tot de aarzelingen van de kapitaalmarkt voor beleggingen in den vreemde op langen termijn.

Men weet in welke verhoudingen deze beleggingen in het verleden de exportmogelijkheden en de handelsexpansie van West-Europa hebben gesteund. Abstractie gemaakt van de steeds hernieuwde bedreigingen in de internationale politiek, blijven er economische factoren, die ontmoedigend werken en daaronder telt het monetaire probleem als een der voorname.

Voor al op het Continent is de herinnering duurbaar gebleven aan het functionneeren van een geldsysteem, dat in den loop van de XIX^e eeuw en tot voor den wereldoorlog, zorgde voor stabiliteit op een vaste goudbasis in het binnenland en voor tot een minimum gereduceerde afwijkingen in de valutakoersen voor de betrekkingen met het buitenland. Zóó sterk is de indruk gebleven van die periode van orde, eenvoud en klaarheid in de monetaire verhoudingen, dat het herstel van den gouden standaard, in een of andere van zijn toepassingsmodaliteiten en dit voor een zoo ruim mogelijke gemeenschap van Staten, als vanzelf sprekend wenschelijk wordt geacht (1).

Wij zullen hier niet onderzoeken welke de waarde en de mogelijkheden zijn van den gouden standaard op zichzelf, in vergelijking met de manipulaties van een *managed currency* of de strevingen naar een waardevast geld.

Het moge volstaan het feit vast te stellen dat, na recente devaluaties, een reeks landen, waaronder België, weer onmiddellijk de aanhechting aan een vaste goudbasis hebben aanvaard als de veiligste grondslag voor het monetair stelsel en dat men in

die landen ook bereid blijkt, de economische politiek te oriënteeren om een zoo breed mogelijk herstel van den gouden standaard in de hand te werken.

Hetgeen wij echter willen verduidelijken, is dat de reconstructie van den gouden standaard, om te komen tot iets dat gelijken zou op de regulariseerende werking door dit stelsel voor den oorlog uitgeoefend op het internationaal plan, in de huidige omstandigheden zal stuiten op niet te onderschatten moeilijkheden. Het is maar beter deze duidelijk te over-schouwen, wil men bij pogingen tot monetair herstel geen groote ontgoochelingen tegemoet gaan.

De waarheid is dat het economisch milieu, waarin de gouden standaard voor den oorlog functioneerde, niet meer bestaat. De wijzigingen, welke zich sedertdien hebben voltrokken in de economische toestanden en in de economische ideeën zijn van werkelijk diepingrijpende beteekenis. Men zou zelfs kunnen beweren dat de heropbouw van den gouden standaard na den oorlog voltrokken, in toepassing van de resoluties van Genua, klaarblijkelijk is geschied zonder het duidelijke inzicht in de groote probleemstelling van een nieuwen tijd, die zich afkeert van het liberale vrijheidsconcept en economisch cosmopolitisme, om zeer opvallende toegevingen te doen aan de opvattingen der nationale gebondenheid en aan autarkische economische strevingen.

Dit gebrek aan inzicht heeft dan ook niet weinig bijgedragen tot het optrekken van een monetaire structuur op zeer precaire grondslagen. De gouden standaard, geplaatst in een wereld, gekenmerkt door onevenwichtige goudistributie, door onevenwichtige en reusachtige internationale schuldenlasten, geaccentueerde protectie bij alle crediteurlanden en versterkte rigiditeit in de prijsniveaux, is niet bestand gebleken tegen de stoornissen van de crisis van 1929 en de daarop gevolgde depressie. Wij laten hier buiten beschouwing de mogelijke technische fouten, die bij een veralgemeend invoeren van den *gold exchange standard* (2) werden bedreven en die meermalen uitvoerig werden beschreven. Ook zonder die fouten ware men niet ontkomen aan het conflict en de contradictie, die moesten oprijzen tusschen een geldsysteem gericht

(1) Zie o. m. M. ANSIAUX, « La stabilisation des changes », *Bulletin d'Information et de Documentation*, 25 Januari 1936, bl. 37.

(2) Zie o. m. F. MLYNARSKI, *The functioning of the Gold Standard*, bl. 11 en volg.

naar semi-automatische functionneering in een internationale atmosfeer van vrijheid, en de economische werkelijkheid van alzijdige protectie, van sterke overheidsinmenging, prijsregeling en nationalisme. Het is deze fundamenteele contradictie, die ons trouwens moet verklaren, waarom de ineenstorting van het stelsel zoo algemeen en zoo spoedig is geschied.

* * *

Men weet waardoor de gouden standaard was gekenmerkt tijdens zijn klassieke periode van hoogen bloei. Terwijl de waarde van het goud vrij kon fluctueeren, zorgde de goubeweging buiten de *gold points* voor de regularisatie van de valutakoersen. De wijzigingen in het prijsniveau waren de resultante van veranderingen in het volume en de aanwendingswijze van de monetaire middelen en van veranderingen in het volume der productie en der transacties, dit alles zonder belemmerende inwerkingen en met de eerbiediging van de beïnvloeding door de buitenlandse prijzen.

Een land kon niet ongestraft een inflatorische prijsbeweging dulden, want, bij een ongunstige economische balans, moest een automatische drukking ontstaan op de eigen goudreserves, hetgeen dan vroeg of laat de keuze moest doen oprijzen van ofwel den gouden standaard te verlaten, ofwel deflatorisch te werken tot de binnenlandsche prijzen weer voldoende aan het niveau van de wereldmarkt waren aangepast. De klassieke regelingsmiddelen van het systeem waren de discontopolitiek en, waar de statuten der circulatiebanken het veroorloofden, de *open market policy*.

Dit alles impliceerde ten slotte :

1° Dat men de instabiliteit van de prijzen aanvaardde, liever dan de eventualiteit van een grootere instabiliteit, langs de monetaire zijde verwekt, door het verlaten van de eenmaal vastgestelde goudbasis.

2° Dat men de stabiliteit van de valutakoersen, binnen de grenzen der *gold points*, prefereerde boven het nastreven van de stabiliteit van het binnenlandsche prijsniveau (3).

Ook diegenen, die thans zeer kritisch staan tegenover het systeem, hebben moeten toegeven dat het in den loop der vorige eeuw heeft gewerkt op een vrij merkwaardige wijze (4).

Nochtans van werkelijk automatisme willen spreken, ook voor de typische functionneering van den gouden standaard in de vooroorlogse periode, ware een overdrijving. Ook dan was bij de methoden der circulatiebanken een *managing* gemoeid, dat naar gelang de perfectie van het instrument met min of meer verfijning kon geschieden; maar het in hoofdzaak te bereiken doelwit bleef eenvoudig en klaar afgeteekend en werd niet in twijfel getrokken: de geldstabiliteit op een vaste goudbasis.

Het geheel werkte in de hypothese van soepelheid en elasticiteit der prijs- en kostenniveaux in alle landen,

die de *rules of the game* wilden eerbiedigen. Maar dit veronderstelde dus ook de afwezigheid van verreichende monopolieprijzen, de afwezigheid van sterk georganiseerden socialen weerstand tot het voorkomen van loondruk, een draagbaren last in de internationale schuldenverhoudingen, een evenwicht in de binnenlandsche publieke financiën, een voldoende evenwichtige distributie van goudreserves, het dulden in perioden van crisis of depressie van alle prijsaanpassingen, zonder remmende werking vanwege de overheid om wille van sociale bekommernissen, en het veronderstelde vooral een vrijheid in het internationale ruilverkeer.

* * *

Als dit als de schematische kenmerking mag gelden voor de klassieke periode van den gouden standaard, biedt de huidige economische wereld daarentegen een totaal gewijzigd beeld. De groote elasticiteit van vroeger heeft plaats gemaakt voor een algemeen gebrek aan soepelheid en aanpassingsvermogen.

Deze rigiditeit vindt men allereerst duidelijk aanwezig in de overheidsfinanciën. De ontzettende moeilijkheden, tijdens de depressie opgelopen om de Staatsuitgaven te drukken, liggen nog elkeen versch in het geheugen. Niet alleen is in de meeste landen het volume der openbare schuld gestegen ten gevolge van den oorlog, maar ook omdat men zich een ander concept heeft gemaakt aangaande de rol van den Staat en deze factor krijgt een permanente betekenis. De stijging van de Staatsbegrotingen en de daarmee verband houdende problemen tot het vinden van een evenwicht, als ten gevolge van een depressie de belastbare massa vermindert, zijn niet meer een phenomeen van tijdelijken aard, te verklaren door de stoornissen van een oorlog en de noodwendigheden van een economische reconstructie, zooals door sommigen al te gemakkelijk werd aanvaard.

Het is immers duidelijk dat een evolutie van diepgaande beteekenis zich heeft voltrokken in de functies van den modernen Staat, die van rechtsstaat, een cultuur- en welvaartsstaat is geworden. De steeds groeiende bekommernis van de overheid voor de culturele en sociale noden van groote bevolkingslagen is voorzeker als beschavingsaanwinst te boeken, maar vergt ook talrijke inmengingen met de daaraan verbonden uitgaven. Hoe dieper en verder het domein van deze inmengingen zich uitstrekt, hoe moeilijker het wordt de geld- en credietverzorging, welke er mede verband houdt, een deflatorische wending te geven, omdat men hierdoor raakt aan hetgeen ruime sociale groepen gaan aanzien als verworven rechten, waarnaar zich ook de sociale gewoonten hebben geschikt, die als dusdanig « traditie » worden en dus kenmerken van inertie en gebrek aan elasticiteit gaan vertoonen.

In nauw verband met de evolutie der Staatsidee vinden wij de indrukwekkende vermeerdering van bedienaren van openbare ambten in alle cultuur-

(3) A.-D. GAYER, *Monetary Policy and Economic Stabilisation*, bl. 6

(4) J.-M. KEYNES, *Tract on Monetary Reform*, bl. 184 en volg.

landen. Een leger van ambtenaren, waarvan de getallen door de overheidscrisisinmengingen nog aanmerkelijk zijn verhoogd, accentueert natuurlijk de rigiditeit in de uitgaven. De versterking van de bewapeningen, sedert de laatste jaren algemeen toege-
nomen, werkt in denzelfden zin.

Gelijktijdig valt nagenoeg overal een geringere elasticiteit waar te nemen in de loonniveaux, vergeleken bij de toestanden van voor den oorlog. Zeer groote weerstanden worden ondervonden vanwege een georganiseerde arbeidersmassa, die zich niet meer goedschiks onderwerpt aan de vereischten van een soepel kostprijzensysteem. De loondruk vindt niet alleen meer het individueel verzet, maar het verzet van groepen, dat door de trouwens sociaal wensche-
lijke werkloosheidsondersteuning door overheidszorg, onrechtstreeks wordt versterkt. In alle landen heeft men ondervonden dat men gemakkelijk moet wijken voor dezen socialen weerstand. Daar ook lag de groote moeilijkheid van de aanpassingspolitiek in Engeland, na den oorlog gevolgd om den gouden standaard te herstellen op basis van de oude pariteit. Daar lag ook het meest dreigend gevaar tijdens de depressie, wilde men door strenge deflatie den gouden standaard verdedigen tot aan de grens der technische mogelijk-
heden.

Niet minder opvallend is de inwerking van de monopolie- en kartelprijzen in het systeem van economische gebondenheid. Niet alleen belangrijke grondstoffen, maar gansche reeksen van semi-fabricaten en fabricaten, heeft men onder de beheersching zien komen van kartelformaties, die zonder de prijzen te stabiliseeren, de aanpassingen hebben geremd, die zich in een régime van vrijheid eerder vlug zouden hebben voorgedaan. Deze prijspolitiek wordt, ofwel door de overheid geduld en in de hand gewerkt in vooruitstrevende industrielanden, ook in België, als men bedenkt dat zij een van de grondslagen is geworden van de contingenteeringsmaatregelen, ofwel zelfs van Staatswege geleid en beheerscht, daar waar zij een onderdeel vormt van een totalitaire economische ordening, zooals in Duitschland. De talrijke valorisatiestelsels, welke men heeft zien oprijen, hebben natuurlijk gelijkaardige invloeden doen gelden.

De economische opvattingen zijn in die mate gewijzigd, dat in de meeste landen een politiek, waarbij de tendenzen in de goudbewegingen vrij en ongestoord corresponderende invloeden zouden doen gelden op prijs- en kostenevolutie, niet meer zou worden geduld, althans als die invloeden werkelijk scherp zouden worden. Daar waar vroeger tot het behoud van het monetair régime de economische omgeving werd aangepast door vrije prijsadaptaties, zien wij nu veeleer de opvatting gehuldigd dat het monetair mechanisme zich heeft aan te passen aan de economische, sociale of nationale noodwendigheden. De monetaire politiek van Engeland, de Vereenigde Staten, Duitschland en Italië bieden wat dit betreft duidelijke voorbeelden van toepassing, die hoe uiteenloopend dan ook in hun uitwerking, uitgaan van

gelijkaardige gedachten. Men aarzelt niet meer de prijsniveaux « bewust, energiek en zoo noodig met radicale methoden » (5), te leiden.

De wijze waarop men de problemen, gesteld door de depressie heeft afgehandeld, is een andere bevestiging van deze tendenz. Voor de vereischten van een nationaal economisch herstel is men klaarblijkelijk afge-
weken van alle condities, die moesten worden geëerbiedigd, wilde men de hoogergeschetste werkhypothese van een gouden standaard met internationale functioneering, tot feitelijke verwezenlijking brengen. De verandering in de rol van den Staat, de gewoonte van het beroep doen op overheidsinmenging, hebben in het eene land na het andere geleid tot tusschenkomsten, waarbij men gekozen heeft voor het behoud van niet elastische elementen in de economische structuur, veeleer dan de weerstanden te laten breken door het automatische uitschakelen van marginale of zwakke ondernemingen.

Dat de economische rigiditeit uitermate wordt verscherpt door de handelsprotectie en de artificieele regeling van het internationale betalingsverkeer, hoeft hier geen uitvoerig betoog.

* * *

Wanneer men al deze factoren overschouwt, wordt het duidelijk dat het herstel van een gouden standaard, met een werkelijk internationale rol, stuit op ernstige hindernissen. Een reeks voorwaarden zullen moeten verwezenlijkt, wil men met kansen op succes de reconstructie aanvatten.

Allereerst is hiertoe vereischt het invoeren van een graad van handelsvrijheid, waarbij het normale werken van exportoverschotten de gevaarlijke drukking op de goudreserves kan wegnemen tot het in evenwicht brengen der economische balansen.

Deze voorwaarde is niet vervuld geweest tijdens de korte periode na den oorlog, toen de gouden standaard weer van internationale beteekenis was geworden. De overgroote schuldenlasten opgelopen tijdens en na den oorlog, de sterke buitenlandse financiering in debiteurlanden, die door de protectie van de markten der crediteurlanden werden verwijderd, moesten de gevolgen van het gebrek aan handelsvrijheid nog accentueeren. Wil men ernstig en blijvend werk verrichten, zal men zoowel de internationale handelspolitiek als de schuldenregelingen definitief moeten herzien.

Deze vereischten voor monetaire reconstructie vindt men geformuleerd en onderlijnd in de conclusies van de goudelegatie van den Volkenbond en van de talrijke internationale conferenties of bijeenkomsten, waar men zich sedertdien met het probleem heeft onledig gehouden. Wij kunnen niet oordeelen in welke mate de uitlatingen van sommige Staatslieden in de laatste tijden, betreffende een verruiming van het internationaal ruilverkeer, behooren tot de categorie der platonische verklaringen of tot een voor-

(5) E. LUKAS, *Aufgaben des Geldes*, bl. 22 en volg.

bereiding voor daadwerkelijke actie. Het staat echter buiten twijfel dat de graad van verwezenlijkingen op dit gebied ook de feitelijke werkmogelijkheden van den gouden standaard zullen bepalen.

Een conjunctuurherleving ter gelegenheid van dewelke in nagenoeg alle landen een geleidelijk economisch evenwicht wordt herwonnen, is voorzeker aan te rekenen als een factor van begunstiging, die de scherpste vormen van protectie kan helpen milderen. Ondanks sommige schokken of tusschentijdige inzinkingen, valt het niet te loochenen dat in die richting een grooten weg is afgelegd. Bij gebrek aan internationale samenwerking, kon ook alleen het herstel van het binnenlandsch evenwicht op eigen krachten en met eigen middelen vruchtbaar worden. Weerom is het duidelijk dat de planmatige inmenging, in vele landen uitgewerkt om dit resultaat te bereiken, ernstige uitslagen op haar activa kan vermelden.

Het blijft echter een open vraag in welke mate de nationale economische systemen, die allen in meerdere of mindere mate hebben toegevingen gedaan aan neigingen tot zelfverzorging of autarkisme, weer kunnen leiden tot harmonische internationale economische verbandingen. Van de wisselwerking tusschen nationale en internationale economische verhoudingen volgens het beginsel der « *communiceerende vaten* » van het vrijheidsrégime, is met dit alles veel verloren gegaan. De richting, die men hierbij zal opgaan, zal ook weer worden gedetermineerd door de opvattingen aangaande de functies en het optreden van den Staat.

Prof. Lieftinck heeft deze gedachte nog onlangs zeer juist geformuleerd, waar hij schreef: « *Hoewel ook tal van andere kwesties hierbij ter sprake komen, heeft in den kring der economen deze discussie in dit stadium het karakter aangenomen van een strijd over de vraag of, ter bereiking van het economisch optimum wat voortbrenging en verdeling betreft, onder de huidige technische en maatschappelijke omstandigheden, al of niet nog vertrouwd kan worden op het zelfreguleerend mechanisme der vrije prijsbewegingen, en of er andere stelsels denkbaar zijn, die een even (of meer) bevredigend gebruik der productieve krachten en een even billijke (of billijker) verdeling van de resultaten der voortbrenging zouden kunnen waarborgen. Dit is, zoo eenvoudig mogelijk gezegd, de hoofdinhoud van het principiële wetenschappelijk dispuut over het onderwerp *planning* (6). »*

Het is echter overduidelijk dat nationale methoden van « *planning* » isoleeringen kunnen verwekken, waarbij voor de regulariseerde functies van den gouden standaard geen ruimte wordt gelaten. Dit zal voorzeker zoo zijn als men min of meer noodgedwongen, zooals in Duitschland, achter een *Devisenzwangswirtschaft*, een vierjaren-plan ten uitvoer brengt, waarbij handelspolitieke doeleinden voor de productiepolitieke opvattingen moeten wijken (7).

(6) P. ЛЬФТИНСК. *Economische-Statistische Berichten*, 30 Juni 1937. bl. 1.

(7) E. LUKAS, op cit., bl. 649.

Anderszins is het waar dat een sterke strooming voor internationale actie is blijven bestaan. Wat Engeland betreft, hebben wij het *MacMillan Report* zien besluiten voor de noodwendigheid van de verheffing van het *internationale prijsniveau* en lezen wij: « *Ons doeleinde moet zijn, voor zoover het in de macht van dit land ligt, het internationale prijsniveau te beïnvloeden, om de prijzen een goed eind te verheffen boven hun huidige hoogte en ze aldus op het bekomen niveau te houden met zooveel stabiliteit als kan worden bereikt* » (8).

De devaluaties waardoor in vele landen een benadering van de *sterling area* is verwekt, openen natuurlijk mogelijkheden tot een vergelijk. Maar dan nog is het noodig dat de veelvuldige overheidsinmengingen in het bedrijfsleven en de nationale economische ordening niet leiden tot verstarring. De economische herneming, het afnemen van de werkloosheid, het hervonden evenwicht in de credietstructuur, het herstel van winstmarges, de verbetering der overheidsfinanciën en in het algemeen het verdwijnen van de crisismentaliteit, kunnen een gelegenheid bieden tot het herwinnen van een grootere economische vrijheid. Het is echter wellicht de mogelijkheden voorbijloopen, zich aan een spoedige en radicale koersverandering te verwachten in de economische politiek van landen als Duitschland, Italië of zelfs de Vereenigde Staten.

Er is herhaalde malen op gewezen geworden en o. m. door de gouddelegatie van den Volkenbond, dat het goede functioneeren van den gouden standaard een her distributie van de metaalreserves veronderstelt. Ook dit zal maar mogelijk worden bij het herstel van normale internationale betrekkingen en het verleenen van een voldoende vrijheid in het goederenverkeer. De verlaging van de wettelijke reserves van de circulatiebanken is natuurlijk alléén ver van afdoende om de her distributie te bevorderen.

Tijdens de gunstige jaren, die de economische crisis voorafgingen, ontstonden wijzigingen en machtsverschuivingen in de bankstructuur, die voor de werking van den gouden standaard en het reguleerend beginsel van de discontopolitiek niet bevorderlijk waren. De klassieke werkmethoden van de circulatiebanken stuitten tusschen 1924 en 1929 in Engeland, in Duitschland en voornamelijk in de Vereenigde Staten op een klimmenden weerstand, die ten slotte belemmerend moest werken om de credietinflatie tijdig te remmen (9). Een versterking van de macht van de circulatiebanken op de nationale credietmarkt en de effectieve samenwerking onder de groote circulatiebanken op internationaal domein is een andere te vervullen vereischte. Men moet echter toegeven dat de bankcontrôle, onder verschillende toepassingsmodaliteiten in vele landen tot stand gebracht, kan bijdragen om de rol der circulatiebanken te versterken in de algemeene credietpolitiek.

Eindelijk mag men ook de invloeden niet onder-

(8) *MacMillan Report*, bl. 114

(9) Zie: F. SOMARY, *Bankpolitiek*, bl. 152 en volg.

schatten van de monetaire theorie, die vooral in de Angelsaksische landen nieuwe ideeën heeft doen ingang vinden in de zakenwereld en bij de leiders van groote credietinstellingen. Zoo aanvankelijk de school, die ging voorhouden dat de gouden standaard behoorde tot het *apparatus of Conservatism* (10) stuitte op ernstig verzet, valt het niet meer te loochenen dat thans bij de leiders der economische politiek de inwerking van de moderne geldtheorie begint door te dringen. De resultaten in Engeland bereikt met het monetaire mechanisme tot stand gebracht na de devaluatie van 1931, hebben zoowel wat credietpolitiek als conjunctuurpolitiek betreft, vrij algemeen een gunstige beoordeeling medegedragen.

Welnu, het wil ons voorkomen, dat de houding van Engeland van zeer beslissende beteekenis blijft voor een herstel van den gouden standaard in zijn internationale functies. Ook daar vindt men genoegzame aanduidingen, evenals in de Vereenigde Staten,

(10) J.-M. KEYNES, *A Treatise on Money*, II, bl. 300.

dat men een monetaire collaboratie wil verbinden met een herziening der handelspolitiek. Uit ons betoog moge blijken dat dit de eenig mogelijke logische houding is.

Elke vertroebeling in de internationale politieke atmosfeer of elke conjunctuurinzinking moet onvermijdelijk belemmerend werken voor het brengen van eenige bevrijding in de internationale ruilverhoudingen.

De feitelijke toestanden zijn van dien aard dat men niet goed inziet hoe een reeks landen spoedig hun economische politiek zouden kunnen wijzigen, om mede het economische milieu, waarvan wij de kenmerken hooger hebben geschetst, te gaan uitmaken, waarin in het verleden de gouden standaard zijn internationale werking heeft uitgeoefend. Het valt dus te voorzien dat men aan dit monetair systeem een meer bescheiden werkdomein en meer beperkte werkobjecten zal hebben te reserveeren dan in zijn groote historische periode.

LA RÉFORME ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE EN BELGIQUE

ARRETE ROYAL RELATIF AU STATUT DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT A L'INDUSTRIE.

RAPPORT AU ROI.

Sire,

En exécution de la loi du 10 juin 1937, nous avons l'honneur de soumettre à Votre signature un projet d'arrêté portant diverses modifications au statut de la Société nationale de Crédit à l'Industrie.

Le Gouvernement tient à rappeler ici les conditions dans lesquelles la société a été créée et le but qui lui a été assigné par le législateur.

L'exposé des motifs du projet de la loi du 16 mars 1919, instituant une Société nationale de Crédit à l'Industrie, insistait à juste titre sur l'importance que l'organisation du crédit présente pour la Belgique, notamment dans le domaine du crédit à moyen et à long terme. Cette organisation ne pouvait reposer uniquement sur la Banque Nationale, la Caisse générale d'Épargne et de Retraite et les banques privées. Les deux premières institutions sont régies par des dispositions qui tracent à leur activité respective des limites justifiées par le caractère de leur mission; quant aux banques privées, le souci de la sage gestion des dépôts qui leur sont confiés doit restreindre également leur intervention dans la distribution de crédits dépassant un certain terme; sous ce rapport, les dispositions de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 leur ont d'ailleurs imposé des obligations précises.

Par la création de la Société nationale de Crédit à l'Industrie, le pouvoir législatif a voulu doter le pays d'un organisme chargé de faire face aux besoins de crédit particulièrement impérieux au lendemain de la guerre, et qui ne pouvaient être satisfaits par les moyens alors existants.

« A coup sûr, » lit-on dans l'exposé de la loi du 16 mars 1919, « la grande industrie conservera la collaboration des banques chargées de son service financier et dont les avances, du reste, peuvent être éventuellement consolidées par des appels aux capitaux privés; mais les entreprises de moindre importance perdraient tout espoir de se remettre en marche si un instrument nouveau ne venait leur procurer, sous la

DE ECONOMISCHE EN FINANCIËLE HERVORMING IN BELGIË

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE HET STATUUT VAN DE NATIONALE MAATSCHAPPIJ VOOR KREDIET AAN DE NIJVERHEID.

VERSLAG AAN DEN KONING.

Sire,

Ter uitvoering van de wet van 10 Juni 1937 hebben wij de eer U ter onderteekening een ontwerp van besluit voor te leggen, houdende verschillende wijzigingen in het statuut van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid.

De Regering stelt er prijs op hier de omstandigheden in herinnering te brengen waarin de maatschappij opgericht werd, en het doel dat haar door den wetgever toegewezen werd.

De memorie van toelichting bij het ontwerp der wet van 16 Maart 1919, tot instelling van een Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, legt terecht nadruk op het belang dat de inrichting van het krediet voor België heeft, inzonderheid op het gebied van het krediet op halflangen en op lange termijn. Deze inrichting mocht niet uitsluitend steunen op de Nationale Bank, de Algemeene Spaaren Lijfrentekas en de private banken. Voor de twee eerstgenoemde instellingen gelden bepalingen, die aan hun respectieve werkzaamheid grenzen stellen op grond van den aard van hun opdracht; bij de private banken brengt de zorg om een wijs beheer van de haar toevertrouwde deposito's den plicht mede, eveneens hun tusschenkomst in de verdeling van sommige kredieten die een zekeren termijn overschrijden, te beperken, en in dit opzicht hebben de bepalingen van het koninklijk besluit n° 185 van 9 Juli 1935 haar ten andere nauwkeurige verplichtingen opgelegd.

Door het oprichten van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid heeft de wetgevende macht het land willen begiftigen met een organisme dat het hoofd moest bieden aan de behoeften aan krediet, welke onmiddellijk na den oorlog zeer klemmend waren en waaraan met de toen voorhanden middelen niet kon worden voldaan.

« Voorzeker », leest men in de memorie van toelichting bij de wet van 16 Maart 1919, « zal de grootnijverheid de samenwerking behouden van de banken die met haar financiële dienst zijn belast en wier voorschotten overigens desgevallend kunnen gedekt worden door beroep op privaat kapitaal; maar de ondernemingen van minderen omvang zouden alle hoop van herneming verliezen moest een nieuw werk-

forme du crédit à long terme, l'assistance dont il leur sera impossible de se passer.

» Sans cette assistance, leur sort serait irrémédiablement compromis et, du même coup, celui de nos populations ouvrières, aux aptitudes exceptionnelles, dont l'endurance et le patriotisme ont été admirables au cours des longues épreuves et qui sont impatientes de reprendre vaillamment le travail sur le sol natal, où rien ne doit être négligé pour les retenir.

» Si l'on veut donc accomplir avec succès la lourde tâche dont dépendent à la fois le présent et l'avenir de la Belgique et à laquelle le législateur a l'impérieux devoir d'associer étroitement le Gouvernement, il est nécessaire de constituer sans aucun retard une Société nationale de Crédit à l'Industrie, saine et robuste, avec le patronage et sous le contrôle de l'Etat.

» A raison du rôle qui lui est assigné à la tête de notre organisme bancaire, la Banque Nationale de Belgique a revendiqué l'honneur de présider à la fondation de la société nouvelle.

» Cette ambition est légitime. Elle s'appuie sur les conceptions de Frère-Orban, sur sa claire vision des réalités du crédit et de la solidarité qui doit exister entre ses principaux rouages. »

Les motifs qui ont alors justifié la création de la société et son activité dans le domaine du crédit à moyen ou à long terme, ont non seulement gardé toute leur valeur, mais ils sont devenus plus impérieux encore aujourd'hui par suite de l'évolution économique et de l'établissement du statut légal des banques.

Le souci de la prééminence, au sein de la société, du patronage et du contrôle de l'Etat a été affirmé par les dispositions de la loi du 16 mars 1919; notamment, elle subordonne à l'approbation royale toute modification aux statuts; elle donne au Gouvernement le droit de contrôler toutes les opérations de la société et, à cette fin, d'exiger tous états et renseignements; elle lui donne aussi le droit de s'opposer à l'exécution de toutes mesures qu'il jugerait contraires, soit à la loi, soit aux statuts, soit aux intérêts généraux du pays.

La notion d'intérêt général du rôle de la société a justifié l'octroi de la garantie que l'Etat a donnée au paiement des intérêts et, plus tard, au remboursement du capital des obligations et des bons de caisse de la société. De plus, il a été souligné, à plusieurs reprises, au cours des débats parlementaires, que l'institution à créer devait avoir moins un but lucratif qu'un but d'intérêt national.

Le désir de voir s'établir et se développer une collaboration active entre la société et la Banque Nationale, ressort notamment de ce que ses statuts initiaux disposaient que cinq administrateurs sur sept devaient

tuig haar niet onder den vorm van krediet op langen termijn den bijstand komen verleen en dien zij onmogelijk zullen kunnen ontberen.

» Zonder deze hulp ware haar lot onherroepelijk in gevaar gebracht en terzelfdertijd dat van onze arbeidersbevolking, uitzonderlijk begaafd, waarvan het uithoudingsvermogen en de vaderlandsliefde bewonderenswaardig waren tijdens hare langdurige beproeving en die haakt naar 't moedig hervatten van den arbeid op den geboortegrond, alwaar niets mag verwaarloosd worden om ze te behouden.

» Wil men dus met welgelukken de zware taak vervullen waarvan en het heden en de toekomst van België afhangen, en waaraan de wetgever den strengen plicht heeft de Regeering nauw te doen deelen, dan is het noodig zonder verwijl eene Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, gezond en krachtig, onder bescherming en toezicht van den Staat in te stellen.

» Wegens de rol die haar aan 't hoofd van ons bankwezen is toegekend, vorderde de Nationale Bank van België de eer op tot het oprichten der nieuwe maatschappij over te gaan.

» De eerbij is gewettigd. Zij steunt op de denkbildingen van Frère-Orban, op zijn klaren kijk op de werkelijkheid van het krediet en op de solidariteit die tusschen zijne bijzonderste takken behoort te bestaan. »

De redenen die toen de oprichting van de maatschappij hebben gewettigd, en haar bedrijvigheid op het gebied van het krediet op halflangen of langen termijn hebben niet alleen hun volle waarde behouden maar ze zijn heden nog klemmender geworden ten gevolge van de economische evolutie en van de vaststelling van een wettelijk statuut der banken.

De zorg om den voorrang, in den schoot der maatschappij, van het beschermheerschap en de controle van den Staat werd vastgelegd in de bepalingen der wet van 16 Maart 1919; immers, zij maakt iedere wijziging in de statuten afhankelijk van de koninklijke goedkeuring; zij geeft aan de Regeering het recht al de verrichtingen der maatschappij te controleren en te dien einde alle staten en inlichtingen te eischen; zij geeft haar ook het recht zich te verzetten tegen alle maatregelen die zij strijdig zou achten hetzij met de wet, hetzij met de statuten, hetzij met de algemeene belangen van het land.

Het begrip van algemeen belang van de rol der maatschappij heeft het verleen gewettigd van den waarborg dien de Staat gegeven heeft voor de betaling der intresten en later voor de terugbetaling van het kapitaal der obligaties en kasbons van de maatschappij. Bovendien werd er in den loop der parlementaire debatten herhaaldelijk op gedrukt, dat de op te richten instelling minder de winst dan het nationaal belang als oogmerk moest hebben.

Het verlangen naar de vestiging en de ontwikkeling van een krachtige samenwerking tusschen de maatschappij en de Nationale Bank blijkt inzonderheid hieruit dat haar eerste statuten bepaalden, dat vijf

être choisis au sein du conseil d'administration de la Banque ou parmi les candidats proposés par l'administration de la Banque; deux commissaires sur trois devaient être choisis parmi les censeurs de la Banque Nationale. Enfin, les souscripteurs d'actions nouvelles devaient être agréés par le conseil d'administration.

Mais au cours des années suivantes, le capital de la Société nationale de Crédit à l'Industrie a été successivement porté de 25 millions à :

1° 50 millions, le 5 décembre 1921, par la souscription en espèces de 25 millions de francs d'actions nouvelles;

2° 150 millions, le 20 décembre 1926, par l'incorporation au capital de 40 millions de francs de réserves et par une émission supplémentaire de 60 millions de francs d'actions souscrites en espèces, à concurrence de dix millions, par les anciens actionnaires, et de 50 millions, par les grandes banques privées;

3° 205 millions, le 9 novembre 1934, par l'incorporation au capital de 55 millions de francs de réserves.

L'augmentation du capital intervenue le 20 décembre 1926 a entraîné des modifications profondes dans le caractère de la société.

L'influence que la Banque Nationale devait, au vœu du législateur, exercer dans le conseil d'administration et dans le collège des commissaires de la Société nationale de Crédit à l'Industrie a été réduite à l'extrême par la révision des statuts opérée à ce moment : les statuts modifiés ne font plus mention de la représentation, autrefois prescrite, de la Banque Nationale au sein de la société, et le nombre des administrateurs, fixé précédemment à 7 membres, a été porté de 10 à 17 membres.

Ces modifications revêtaient une importance particulière, si l'on tient compte du fait que, par leur souscription de 100.000 actions de la société, libérées d'abord de 20 p. c. et, actuellement, de 40 p. c., les grandes banques privées acquéraient au sein de la société une influence prépondérante par le fait du nombre élevé de petits actionnaires et du jeu de l'absentéisme fréquent aux assemblées générales.

Il convient, en outre, de rappeler que c'est au cours de l'année 1926 et des années suivantes que se situe le mouvement le plus intense de concentration des grands organismes financiers et que s'accroît, par voie de conséquence, leur action sur l'industrie et le commerce.

Aussi, a-t-on été amené à constater que l'intervention des grandes banques dans la composition du capital de la Société nationale de Crédit à l'Industrie, avec comme corollaire leur représentation dans un conseil d'administration élargi, et duquel l'influence initiale de la Banque Nationale était pratiquement éliminée, a permis à ces banques d'exercer, au sein de la société, une action prépondérante qui apparaît en contradiction fondamentale avec la volonté

des administrateurs. Les administrateurs et les commissaires de la Banque Nationale devaient être choisis par le conseil d'administration de la Banque ou parmi les candidats proposés par l'administration de la Banque; deux commissaires sur trois devaient être choisis parmi les censeurs de la Banque Nationale. Enfin, les souscripteurs d'actions nouvelles devaient être agréés par le conseil d'administration.

Mais au cours des années suivantes, le capital de la Société nationale de Crédit à l'Industrie a été successivement porté de 25 millions à :

1° 50 millions, le 5 décembre 1921, par la souscription en espèces de 25 millions de francs d'actions nouvelles;

2° 150 millions, le 20 décembre 1926, par l'incorporation au capital de 40 millions de francs de réserves et par une émission supplémentaire de 60 millions de francs d'actions souscrites en espèces, à concurrence de dix millions, par les anciens actionnaires, et de 50 millions, par les grandes banques privées;

3° 205 millions, le 9 novembre 1934, par l'incorporation au capital de 55 millions de francs de réserves.

L'augmentation du capital intervenue le 20 décembre 1926 a entraîné des modifications profondes dans le caractère de la société.

L'influence que la Banque Nationale devait, au vœu du législateur, exercer dans le conseil d'administration et dans le collège des commissaires de la Société nationale de Crédit à l'Industrie a été réduite à l'extrême par la révision des statuts opérée à ce moment : les statuts modifiés ne font plus mention de la représentation, autrefois prescrite, de la Banque Nationale au sein de la société, et le nombre des administrateurs, fixé précédemment à 7 membres, a été porté de 10 à 17 membres.

Ces modifications revêtaient une importance particulière, si l'on tient compte du fait que, par leur souscription de 100.000 actions de la société, libérées d'abord de 20 p. c. et, actuellement, de 40 p. c., les grandes banques privées acquéraient au sein de la société une influence prépondérante par le fait du nombre élevé de petits actionnaires et du jeu de l'absentéisme fréquent aux assemblées générales.

Il convient, en outre, de rappeler que c'est au cours de l'année 1926 et des années suivantes que se situe le mouvement le plus intense de concentration des grands organismes financiers et que s'accroît, par voie de conséquence, leur action sur l'industrie et le commerce.

Aussi, a-t-on été amené à constater que l'intervention des grandes banques dans la composition du capital de la Société nationale de Crédit à l'Industrie, avec comme corollaire leur représentation dans un conseil d'administration élargi, et duquel l'influence initiale de la Banque Nationale était pratiquement éliminée, a permis à ces banques d'exercer, au sein de la société, une action prépondérante qui apparaît en contradiction fondamentale avec la volonté

exprimée par l'Etat et le législateur, lors de la constitution de la Société nationale de Crédit à l'Industrie.

Encore, si cette influence était proportionnelle à l'importance des fonds procurés à la société par ces banques : mais, en fait, leurs apports ne dépassent pas le quart du capital. Bien plus, le capital de la société, quelle que soit sa provenance, est peu de chose par rapport aux moyens d'action que lui a procurés l'émission des obligations garanties par l'Etat.

En effet, depuis la constitution de la société, la proportion du montant du capital libéré n'a été, par rapport au montant des obligations émises, que de l'ordre de 22 p. c. au maximum et de 7 p. c. au minimum.

Sans doute, la modification des statuts, intervenue lors de l'augmentation de capital du 20 décembre 1926, a porté du 1/3 à la 1/2 la part de l'Etat dans la répartition éventuelle de la réserve extraordinaire ou dans la distribution de cette réserve sous forme d'actions nouvelles. Mais, d'une part, la poursuite et le partage d'importants profits cadrent mal avec l'esprit qui a inspiré la création de la société et lui a assigné un but d'intérêt général plutôt qu'un but lucratif avec lequel l'intervention de l'Etat ne pourrait guère se concilier. D'autre part, si un certain capital social se justifiait à l'origine par la forme de société anonyme donnée à l'institution, le gonflement de ce capital présente, entre autres inconvénients, celui d'obliger la société à augmenter le taux de ses opérations, dans une mesure proportionnée aux exigences accrues de la rémunération des actions.

Pour autant que la constitution de réserves extraordinaires puisse se justifier par le souci de la sécurité de la société, leur seul emploi désirable est donc leur placement en fonds d'Etat.

L'influence acquise au sein de la société par les banques a eu, entre autres conséquences, le tort de canaliser vers les entreprises patronnées par elles la plus grande part des crédits octroyés par la société. Cette politique restreignait, pour les entreprises indépendantes, les possibilités d'obtenir des crédits et, d'autre part, il en résultait ce danger que les crédits accordés par la société aux entreprises patronnées par les grandes banques pouvaient se superposer facilement à ceux déjà consentis par ces banques.

Ces considérations situent le plan sur lequel le Gouvernement s'est placé pour modifier, dans les limites de la loi du 10 juin 1937, le statut de la Société nationale de Crédit à l'Industrie.

L'article 1^{er} détermine, *sub* n° 1, l'objet de la société,

spraak blijkt met den wil, door den Staat en den wetgever uitgedrukt bij het instellen van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid.

Als nog maar deze invloed in evenredigheid was met de belangrijkheid van de gelden, door die banken aan de maatschappij bezorgd : in werkelijkheid bedraagt hun inbreng niet meer dan één vierde van het kapitaal. Meer nog, het kapitaal van de maatschappij, vanwaar het ook moge komen, heeft niet veel te betekenen in vergelijking met de actiemiddelen welke haar verschaft worden door de uitgifte van door den Staat gewaarborgde obligaties.

Sedert de oprichting van de maatschappij bedroeg immers het percentage van het gestorte kapitaal, vergeleken met het bedrag van de uitgegeven obligaties, slechts ten hoogste 22 t. h. en ten minste 7 t. h.

De wijziging der statuten bij gelegenheid van de kapitaalsverhoging op 20 December 1926 heeft voorzeker het aandeel van den Staat in de eventuele verdeling van de buitengewone reserve of in de uitdeling van die reserve onder vorm van nieuwe aandelen, van 1/3 op 1/2 gebracht. Maar eenerzijds strookt het nastreven en verdeelen van belangrijke winst niet goed met den geest, die tot de stichting van de maatschappij aangezet heeft en haar als doel het algemeen belang heeft toegewezen, eerder dan winstbejag, waarmede de tusschenkomst van den Staat moeilijk in overeenstemming kan worden gebracht. Anderzijds, indien een zeker maatschappelijk kapitaal in het begin dan al gewettigd was wegens den aan de instelling gegeven vorm van naamlooze vennootschap, toch levert de opdrijving van dat kapitaal onder meer nadeelen op, dat zij de maatschappij verplicht den voet van haar verrichtingen te vermeerderen in een mate die evenredig is met de toegenomen eischen van de winstuitkeering op de aandelen.

Voor zoover het aanleggen van buitengewone reserves kan gerechtvaardigd worden door bekommering om de veiligheid van de maatschappij, is het eenig wenschelijk gebruik daarvan dus het beleggen ervan in Staatsfondsen.

De door de banken in de maatschappij verkregen invloed heeft onder andere gevolgen het nadeel gehad, het grootste deel van de door de maatschappij verleende kredieten naar de door haar beschermde ondernemingen te kanalisieren. Deze politiek beperkte voor de onafhankelijke ondernemingen de mogelijkheden om kredieten te bekomen en anderdeels vloeide er het gevaar uit voort, dat de kredieten, door de maatschappij toegekend aan de door de groote banken gepatroneerde ondernemingen, zich op een gevaarlijke wijze konden ophoopen bij de reeds door die banken toegestane kredieten.

Deze overwegingen bepalen het plan waarop de Regeering zich gesteld heeft om, binnen de grenzen der wet van 10 Juni 1937, het statuut van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid te wijzigen.

Artikel 1 omschrijft onder n° 1 het doel van de

en insistant sur l'importance du rôle qu'elle doit remplir dans l'amélioration de l'outillage et la réorganisation d'industries nationales et dans l'aide aux fabrications nouvelles. La durée des crédits ne dépassera pas normalement dix ans, un terme plus long pourra être exceptionnellement accordé, sans pouvoir cependant excéder vingt ans. Le conseil d'administration déterminera les conditions de l'octroi et le maintien des crédits. Ces dispositions ont pour but d'éviter, dans la plus large mesure possible, que des opérations de financement, qui devraient normalement être faites sous forme d'émission, ne revêtent celle d'octroi de crédit par la société. Il va de soi que l'activité de la société ne pourrait s'exercer sous forme de prise d'actions ou d'obligations de sociétés.

La société sera autorisée, à titre de placement provisoire, à investir ses disponibilités en fonds publics garantis par l'Etat ou la colonie, à la condition que ces fonds aient au moins deux ans de date ou qu'ils aient fait l'objet d'une émission publique et soient cotés en Bourse.

La limite d'émission par la société de bons de caisse et d'obligations a été portée de 10 à 15 fois la somme du capital et des réserves. Cette évaluation se justifie sans aucun doute par la dévaluation de la monnaie. De plus, elle augmentera en temps de crise les possibilités d'action de la société, sans qu'il faille recourir à des décisions spéciales.

En vertu des considérations émises dans la première partie de ce rapport, la composition du conseil d'administration a été modifiée. Ce conseil comprendra dix membres, dont le gouverneur, président du conseil, et le vice-gouverneur éventuel seront nommés par le Roi. La Banque Nationale, la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, l'Office de redressement économique et le conseil de coordination des institutions de crédit aux classes moyennes interviendront dans le choix de quatre administrateurs, afin d'assurer une coordination dont l'utilité est évidente. Le conseil ne pourra comprendre plus de deux membres exerçant des fonctions quelconques dans une banque ou dans une société commerciale ou à forme commerciale détenant directement ou indirectement 25 p. c. du capital d'une banque, et aucun de ces deux membres ne pourra faire partie du comité de direction qui assurera la gestion journalière de la société. Le président du collège des commissaires sera nommé par le Ministre des Finances et les deux autres commissaires par l'assemblée générale des actionnaires de la société.

L'incompatibilité entre la qualité de membre des Chambres législatives et les fonctions de gouverneur, vice-gouverneur, administrateur, membre du comité de direction ou commissaire a été établie. Il en est de

maatschappij en drukt daarbij op het belang van de rol, die zij moet vervullen in de verbetering van de bewerktuiging en de herinrichting van nationale bedrijven en in de hulpverlening aan nieuwe fabricaties. De duur der kredieten zal normaal niet meer dan tien jaren bedragen; een langere termijn zal bij uitzondering kunnen verleend worden zonder evenwel twintig jaren te mogen overtreffen. De raad van beheer zal de voorwaarden bepalen waaronder de kredieten worden verleend en gehandhaafd. Deze bepalingen hebben ten doel, in de ruimst mogelijke mate te vermijden dat financieringsverrichtingen, die normaal zouden kunnen geschieden bij wijze van uitgifte, niet den vorm aannemen van kredietverlening door de maatschappij. Het spreekt vanzelf dat de bedrijvigheid van de maatschappij niet mag tot uiting komen in het opnemen van aandelen of obligatiën van maatschappijen.

De maatschappij zal gemachtigd zijn haar beschikbare gelden bij wijze van voorloopige plaatsing te beleggen in publieke fondsen gewaarborgd door den Staat of de kolonie, op vaarwaarde dat die fondsen ten minste twee jaar oud zijn of dat ze openbaar werden geëmitteerd en ter Beurze worden genoteerd.

De grens voor de uitgifte door de maatschappij van kasbons en obligaties werd gebracht van 10 op 15 maal de som van kapitaal en reserves. Deze verhooging is zonder twijfel gewettigd door de muntdevaluatie. Daarenboven zal zij in crisistijd de actiemogelijkheden van de maatschappij vermeerderen, zonder dat bijzondere beslissingen getroffen moeten worden.

Op grond van de overwegingen uit het eerste deel van dit verslag, werd de samenstelling van den raad van beheer gewijzigd. Deze raad zal uit tien leden bestaan, waarvan de gouverneur, voorzitter van den raad, en de eventuele vice-gouverneur door den Koning zullen worden benoemd. De Nationale Bank, de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, de Dienst voor Economisch Herstel en de raad voor coördinatie van de kredietinstellingen ten behoeve van den middenstand zullen medezeggenschap hebben in de keuze van vier beheerders, ten einde een coördinatie te bekomen waarvan het nut klaarblijkelijk is. De raad zal niet meer dan twee leden mogen bevatten, die gelijk welke functies waarnemen in een bank of in een handelsmaatschappij of vennootschap met handelsvorm, welke middellijk of onmiddellijk 25 t. h. van het kapitaal eener bank in handen heeft, en geen enkele van die twee leden zal deel mogen uitmaken van het directiecomité dat voor de dagelijksche zaakvoering der maatschappij zal zorgen. De voorzitter van het college van commissarissen zal benoemd worden door den Minister van Financiën, de twee andere commissarissen door de algemeene vergadering van de aandeelhouders der maatschappij.

De onverenigbaarheid tusschen de hoedanigheid van lid der Wetgevende Kamers en de functies van gouverneur, vice-gouverneur, beheerder, lid van het directiecomité en commissaris werd vastgelegd. Het-

même, dans la limite ci-dessus énoncée, en ce qui concerne l'incompatibilité bancaire ou financière.

D'autres dispositions règlent la nomination du commissaire de l'Etat et la rémunération des membres du conseil d'administration et du comité de direction ainsi que des commissaires.

L'article 2 prévoit que la société jouira d'un délai de soixante jours pour mettre ses statuts en concordance avec les dispositions de l'arrêté, statuts qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1938.

Sire,

L'arrêté dont le Gouvernement a l'honneur de soumettre le projet à Votre signature marquera une étape importante dans la réorganisation des institutions de crédit d'intérêt public et permettra à la Société nationale de Crédit à l'Industrie de remplir, dans des conditions plus favorables, la tâche considérable qui lui a été dévolue dans la vie économique du pays.

—
22 octobre 1937.

Arrêté royal relatif au statut de la Société nationale de Crédit à l'Industrie.

Léopold III, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 juin 1937;

Revu la loi du 16 mars 1919 et Nos arrêtés du 24 décembre 1921, 14 juillet 1924, 14 janvier 1927, 23 avril 1929, ainsi que Notre arrêté du 31 octobre 1934;

Sur la proposition de Nos Ministres, qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — Il est apporté au statut de la Société nationale de Crédit à l'Industrie les modifications résultant des dispositions qui suivent :

« 1^o La Société nationale de Crédit à l'Industrie a pour objet de favoriser par des opérations de crédit à moyen et à long terme, et subsidiairement à court terme, l'activité, l'amélioration, la transformation et le développement des entreprises industrielles et commerciales belges, notamment en facilitant la transformation et la modernisation de l'outillage, les fabrications nouvelles et la réorganisation d'industries nationales.

» Les conditions de l'octroi et du maintien des crédits sont fixées par le conseil d'administration, qui détermine les garanties auxquelles ils sont subordonnés.

zelfde geldt, binnen de hiervoren gestelde grens, wat betreft de onvereinigbaarheid met ambten op bank of financieel gebied.

Andere bepalingen regelen de benoeming van den Staatscommissaris en de bezoldiging van de leden van den raad van beheer en van het directiecomité, alsmede van de commissarissen.

Artikel 2 voorziet dat de maatschappij over een termijn van zestig dagen zal beschikken om haar statuten in overeenstemming te brengen met de bepalingen van het besluit, welke statuten van kracht zullen worden den 1ⁿ Januari 1938.

Sire,

Het besluit, waarvan de Regering de eer heeft U het ontwerp ter onderteekening voor te leggen, zal een belangrijke stap zijn naar verdere herinrichting van de kredietinstelling van openbaar nut en zal de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid in staat stellen onder de gunstigste voorwaarden de aanzienlijke taak te vervullen die haar in het economisch leven van het land werd opgedragen.

—
22 October 1937.

Koninklijk besluit betreffende het statuut van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid.

Leopold III, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden,
Heil.

Gelet op de wet van 10 Juni 1937;

Herzien de wet van 16 Maart 1919 en Onze besluiten van 24 December 1921, 14 Juli 1924, 14 Januari 1927, 23 April 1929, zoomede Ons besluit van 31 October 1934;

Op de voordracht van Onze Ministers, die er in Raad hebben over beraadslaagd,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één. — Aan het statuut van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid worden de wijzigingen toegebracht welke voortvloeien uit de volgende bepalingen :

« 1^o De Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid heeft tot doel, door kredietverrichtingen, op halflangen en langen termijn en in de tweede plaats, op korten termijn, de bedrijvigheid, de verbetering, de omwerking en de ontwikkeling van de Belgische nijverheids- en handelsondernemingen te bevorderen, onder meer door de omwerking en de moderniseering van de uitrusting, de nieuwe fabricage en de herinrichting van de nationale bedrijven te vergemakkelijken.

» De voorwaarden tot verleenning en tot behoud van de kredieten worden vastgesteld door den raad van beheer die de waarborgen bepaalt waarvan deze afhankelijk zijn.

» La durée des crédits ne dépassera pas normalement dix ans; un terme plus long pourra être accordé exceptionnellement, sans pouvoir excéder vingt ans.

» A l'expiration du terme, des renouvellements pourront être accordés aux conditions à déterminer dans chaque cas par le conseil d'administration;

» 2° En vue du placement provisoire de ses disponibilités, la société peut acquérir tous fonds publics émis ou garantis par l'Etat ou la colonie, à la condition que ces fonds aient été émis depuis deux ans au moins ou qu'ils aient fait l'objet d'une émission publique et soient cotés en Bourse en Belgique;

» 3° L'émission d'obligations et de bons de caisse de la société est subordonnée à l'autorisation du Ministre des Finances, qui en approuve les conditions.

» Le montant nominal des émissions ne pourra dépasser quinze fois la somme du capital et des réserves de la société, sauf dérogation autorisée par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres;

» 4° La société est administrée par un conseil composé de dix membres. Un membre est nommé par le Roi; il porte le titre de gouverneur et préside le conseil.

» L'assemblée générale élit les neuf autres membres. Toutefois, quatre de ceux-ci doivent être choisis respectivement: le premier, sur une liste double présentée par le comité de direction de la Banque Nationale; le second, sur une liste double présentée par le conseil d'administration de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite; le troisième, sur une liste double présentée par le comité de l'Office de redressement économique, et le quatrième, sur une liste double présentée par le conseil de coordination des institutions de crédit aux classes moyennes.

» Le Roi peut nommer un vice-gouverneur, choisi parmi les membres du conseil. Le vice-gouverneur remplace le gouverneur en cas d'empêchement.

» La gestion journalière de la société peut être confiée à un comité de direction, composé de trois membres;

» 5° Les commissaires de la société constituent un collège de trois membres, dont le président est nommé par le Ministre des Finances et les deux autres membres par l'assemblée générale;

» 6° Le gouverneur, le vice-gouverneur, les administrateurs, les membres du comité de direction et les commissaires ne participent pas aux bénéfices de la société.

» Le traitement du gouverneur et celui du vice-gouverneur sont fixés par le Ministre des Finances sur proposition du conseil d'administration.

» La rémunération des administrateurs et celle des commissaires sont fixées par l'assemblée générale; celle des membres du comité de direction, autres que le gouverneur et le vice-gouverneur, est fixée par le

» De duur der kredieten zal normaal niet meer bedragen dan tien jaren; een langere termijn zal bij uitzondering kunnen verleend worden, zonder twintig jaren te mogen overschrijden.

» Op het einde van den termijn zullen vernieuwingen kunnen toegestaan worden onder de voorwaarden welke voor ieder geval door den raad van beheer bepaald worden;

» 2° Met het oog op het voorloopig beleggen van haar beschikbare gelden, mag de maatschappij alle door den Staat of de kolonie uitgegeven of gewaarborgde publieke fondsen aankopen, op voorwaarde dat die fondsen ten minste twee jaar oud zijn of dat ze door een openbare uitgifte in omloop gebracht werden en ter Beurze in België genoteerd worden;

» 3° De uitgifte van obligatiën en kasbons van de maatschappij behoeft de toelating van den Minister van Financiën, die er de voorwaarden van goedkeurt.

» Het nominaal bedrag van de uitgiften mag niet meer bedragen dan vijftien maal de som van het kapitaal en de reserves der maatschappij, behoudens afwijking toegestaan bij een koninklijk besluit waarover in den Ministerraad beraadslaagd werd;

» 4° De maatschappij wordt beheerd door een raad samengesteld uit tien leden. Een lid wordt benoemd door den Koning; het draagt den titel van gouverneur en zit den raad voor.

» De algemeene vergadering kiest de negen andere leden. Edoch, vier daarvan moeten onderscheidenlijk gekozen worden: de eerste, op een door het directiecomité van de Nationale Bank voorgedragen dubbele lijst; de tweede, op een door den raad van beheer van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas voorgedragen dubbele lijst; de derde, op een door het comité van den Dienst voor economisch herstel voorgedragen dubbele lijst, en de vierde, op een door den raad tot coördinatie van de inrichtingen voor krediet aan den middenstand voorgedragen dubbele lijst.

» De Koning mag een vice-gouverneur benoemen, gekozen onder de leden van den raad. De vice-gouverneur vervangt den gouverneur wanneer deze belet is.

» De dagelijksche zaakvoering van de maatschappij mag worden toevertrouwd aan een uit drie leden bestaande directiecomité;

» 5° De commissarissen van de maatschappij vormen een college van drie leden, waarvan de voorzitter benoemd wordt door den Minister van Financiën en de twee andere leden door de algemeene vergadering;

» 6° De gouverneur, de vice-gouverneur, de beheerders, de leden van het directiecomité en de commissarissen hebben geen deel in de winsten van de maatschappij.

» De wedde van gouverneur en die van vice-gouverneur worden door den Minister van Financiën op voordracht van den raad vastgesteld.

» De bezoldiging van beheerders en van commissarissen wordt vastgesteld door de algemeene vergadering; die der leden van het directiecomité, andere dan de gouverneur en de vice-gouverneur, wordt door

conseil d'administration, le tout sous réserve de l'approbation du Ministre des Finances.

» Ces traitements et rémunérations sont fixés et liquidés individuellement;

» 7° Le commissaire du Gouvernement est nommé par le Roi.

» Sa rémunération et celle des experts éventuellement désignés pour l'assister sont fixées et payées par le Ministre des Finances et supportées par la société;

» 8° Les membres des Chambres législatives ne peuvent exercer les fonctions de gouverneur, de vice-gouverneur, d'administrateur, de membre du comité de direction ou de commissaire de la société.

» Le gouverneur, le vice-gouverneur et les membres du comité de direction ne peuvent exercer aucune fonction dans une autre société commerciale ou à forme commerciale, à l'exception des institutions d'utilité publique créées en vertu d'une loi particulière.

» Les commissaires ne peuvent exercer une fonction quelconque dans une banque visée au titre I^{er} de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, ni dans une société commerciale ou à forme commerciale détenant, directement ou indirectement, vingt-cinq pour cent du capital d'une telle banque.

» Le conseil d'administration ne peut comprendre plus de deux membres exerçant l'une des fonctions visées à l'alinéa précédent. »

Art. 2. — Dans un délai de soixante jours, à dater de la publication du présent arrêté, la Société nationale de Crédit à l'Industrie mettra ses statuts en concordance avec les dispositions de l'article 1^{er}. Ces statuts seront soumis à l'approbation du Roi et entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1938.

L'assemblée générale des actionnaires sera convoquée avant le 31 décembre 1937, afin de procéder aux nominations prévues *sub* n°s 4 et 5 de l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 3. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 octobre 1937.

ARRETE ROYAL
RELATIF A LA COMMISSION BANCAIRE.

—
RAPPORT AU ROI.
—

Sire,

En exécution de la loi du 10 juin 1937, nous avons l'honneur de soumettre à Votre signature le présent projet d'arrêté relatif au statut de la Commission bancaire.

Le littéra *a* de l'article 1^{er} de ce projet inclut l'Office central de crédit hypothécaire, l'Institut

den raad van beheer vastgesteld, dit alles onder nadere goedkeuring door den Minister van Financiën.

» Deze wedden en bezoldigingen worden individueel vastgesteld en uitgekeerd;

» 7° De Regeeringscommissaris wordt door den Koning benoemd.

» Zijn bezoldiging en die van de deskundigen, eventueel aangewezen om hem bij te staan, worden door den Minister van Financiën vastgesteld en uitbetaald en door de maatschappij gedragen;

» 8° De leden der Wetgevende Kamers mogen niet het ambt van gouverneur, van vice-gouverneur, van beheerder, van lid van het directiecomité of van commissarissen der maatschappij uitoefenen.

» Gouverneur, vice-gouverneur en leden van het directiecomité der maatschappij mogen geen enkel ambt uitoefenen in een andere handelsmaatschappij of vennootschap met handelsvorm, met uitzondering van de instellingen van openbaar nut opgericht krachtens een bijzondere wet.

» De commissarissen mogen geenerlei ambt uitoefenen in een onder titel I van het koninklijk besluit n° 185 van 9 Juli 1935 bedoelde bank, noch in een handelsvennootschap of vennootschap met handelsvorm welke, rechtstreeks of onrechtstreeks, vijf en twintig ten honderd van het kapitaal van zulkdanige bank in bezit heeft.

» De raad van beheer mag niet meer dan twee leden begrijpen die een van de in vorenstaande alinea bedoelde ambten uitoefenen. »

Art. 2. — De maatschappij zal beschikken over een termijn van zestig dagen, te rekenen van de bekendmaking van dit besluit, om haar statuten in overeenstemming te brengen met de bepalingen van artikel 1. Die statuten zullen ter goedkeuring aan den Koning voorgelegd worden en op 1 Januari 1938 in werking treden.

De algemeene vergadering der aandeelhouders zal vóór 31 December 1937 bijeengeroepen worden ten einde de onder n°s 4 en 5 van artikel 1 van dit besluit voorziene benoemingen te doen.

Art. 3. — Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 22ⁿ October 1937.

KONINKLIJK BESLUIT
BETREFFENDE DE BANKCOMMISSIE.

—
VERSLAG AAN DEN KONING.
—

Sire,

Ter uitvoering van de wet van 10 Juni 1937 hebben wij de eer U dit ontwerp van besluit betreffende het statuut van de Bankcommissie ter goedkeuring voor te leggen.

Bij littéra *a* van artikel 1 van dit ontwerp worden het Centraal Bureau voor hypothecair krediet, het

national de crédit agricole et la Caisse nationale de crédit aux classes moyennes, dans l'énumération des institutions de crédit auxquelles ne s'appliquent pas les dispositions de l'arrêté n° 185, sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs.

D'autre part, il est indispensable que la Commission bancaire soit informée des opérations traitées sur le marché des capitaux par les institutions de crédit créées par une loi spéciale.

C'est dans ce but que le littéra *b* de l'article 1^{er} du présent projet d'arrêté autorise la Commission à demander des rapports aux commissaires ou délégués du Gouvernement auprès des institutions de crédit créées par une loi spéciale, auprès des Bourses de fonds publics et de change et auprès des comités de la cote du Royaume.

Ainsi sera consacrée par un texte légal une liaison dont la Commission elle-même avait déjà, dans son premier rapport annuel, souligné la nécessité.

—
22 octobre 1937.

Arrêté royal relatif à la Commission bancaire.

—
Léopold III, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 juin 1937;

Revu Notre arrêté n° 185 du 9 juillet 1935;

Sur la proposition de Nos Ministres, qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — Il est apporté aux dispositions de Notre arrêté n° 185 du 9 juillet 1935 les modifications suivantes :

a) Il est ajouté au 1° de l'article 1^{er} les institutions suivantes :

- « L'Office central de crédit hypothécaire;
- » L'Institut national de crédit agricole, et

» La Caisse nationale de crédit aux classes moyennes. »

b) Il est ajouté un article 39*bis*, libellé comme suit :

« Art. 39*bis*. — La Commission bancaire peut demander des rapports aux commissaires, représentants ou délégués du Gouvernement auprès des institutions de crédit créées par une loi spéciale, auprès des Bourses de fonds publics et de change et auprès des comités de la cote du Royaume.

» Ces rapports auront pour objet d'informer la Commission bancaire de toutes opérations et décisions de nature à exercer une action sur le marché des capitaux, et de faire connaître à la Commission les résultats de ces opérations et de ces décisions. »

Nationaal Instituut voor landbouwkrediet en de Nationale Kas voor krediet aan den middenstand opgenomen onder de kredietinrichtingen waarop de bepalingen van besluit n° 185 op de bankcontrole en het uitgifte-regime voor titels en effecten niet van toepassing zijn.

Anderdeels is het onmisbaar dat de Bankcommissie ingelicht worde omtrent de operatiën op de kapitaalmarkt afgesloten door de bij een bijzondere wet tot stand gebrachte kredietinrichtingen.

Te dien einde wordt de Commissie, bij littéra *b* van artikel 1 van dit ontwerp van besluit, ertoe gemachtigd rapporten te vragen aan de commissarissen of gedelegeerden van de Regeering bij de kredietinrichtingen tot stand gebracht bij een bijzondere wet, bij de openbare fondsen- en wisselbeurzen en bij 's Rijks noteeringscomité's.

Aldus zal een verbinding waarvan de Commissie zelf in haar eerste jaarverslag reeds de noodzakelijkheid had doen uitschijnen bij een wettelijken tekst worden bekrachtigd.

—
22 October 1937.

Koninklijk besluit betreffende de Bankcommissie.

—
Leopold III, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigenden en toekomstenden,
Heil.

Gelet op de wet van 10 Juni 1937;

Herzien Ons besluit n° 185 van 9 Juli 1935;

Op de voordracht van Onze Ministers, die er in Raad hebben over beraadslaagd,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één. — Aan de bepalingen van Ons besluit n° 185 van 9 Juli 1935 worden onderstaande wijzigingen gebracht :

a) Aan het 1° van artikel 1 worden onderstaande instellingen toegevoegd :

- « Het Centraal Bureau voor hypothecair krediet;
- » Het Nationaal Instituut voor landbouwkrediet, en

» De Nationale Kas voor krediet aan den middenstand. »

b) Een als volgt luidend artikel 39*bis* wordt ingevoegd :

« Art. 39*bis*. — De Bankcommissie mag rapporten vragen aan de commissarissen, vertegenwoordigers of gedelegeerden van de Regeering bij de door een bijzondere wet ingerichte kredietinstellingen, bij de openbare fondsen- en wisselbeurzen en bij 's Rijks noteeringscomité's.

» Deze rapporten zullen ten doel hebben de Bankcommissie in te lichten omtrent alle verrichtingen en beslissingen, van dien aard dat zij op de kapitaalmarkt inwerken en aan de Commissie de gevolgen van deze verrichtingen en deze beslissingen doen kennen. »

Art. 2. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 octobre 1937.

24 NOVEMBRE 1937.

**CONTROLE DES BANQUES. — ARRETE ROYAL
PRIS EN EXECUTION DE L'ARTICLE 12 DE
L'ARRETE ROYAL N° 185 DU 9 JUILLET 1935.**

Léopold III, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu, l'article 12 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs;

Sur avis conforme de la Commission bancaire et sur proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — Le bilan et le compte de profits et pertes que les banques communiquent annuellement à la Banque Nationale de Belgique seront dressés conformément au modèle A annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Le bilan et le compte de profits et pertes que les banques doivent publier ou déposer en application des lois coordonnées sur les sociétés commerciales seront dressés conformément au modèle B annexé au présent arrêté.

Art. 3. — Les états des situations actives et passives que les banques communiquent mensuellement à la Banque Nationale de Belgique seront dressés dans la forme arrêtée par l'article 1^{er}.

A ces états seront joints :

1^o Mensuellement, une position de change et un tableau des créances sur l'étranger et des engagements envers l'étranger, en devises étrangères et en francs belges;

2^o Trimestriellement :

a) Un compte de résultats présenté dans la forme prévue à l'article 1^{er}, étant entendu toutefois que ce compte de résultats ne devra comprendre que les montants déjà enregistrés en comptabilité — produits ou revenus encaissés, charges et frais payés — sans qu'il soit nécessaire d'y incorporer des prévisions ou prorata;

b) Des renseignements statistiques sur les mouvements en comptes généraux;

c) Des renseignements statistiques sur les crédits accordés par la banque et sur ceux consentis à la banque, ainsi que sur les montants non utilisés de ces crédits;

3^o Semestriellement, une situation détaillée du portefeuille-titres;

Art. 2. — Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 22ⁿ October 1937.

24 NOVEMBER 1937.

**BANKCONTROLE. — KONINKLIJK BESLUIT
GENOMEN IN UITVOERING VAN ARTIKEL 12
VAN HET KONINKLIJK BESLUIT N° 185 VAN
9 JULI 1935.**

Leopold III, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden,
Heil.

Gelet op artikel 12 van het koninklijk besluit n° 185 van 9 Juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifte-regime voor effecten en waarden;

Op eensluidend advies der Bankcommissie en op voordracht van Onzen Minister van Financiën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één. — De balans en de winst- en verliesrekening, welke de banken jaarlijks aan de Nationale Bank van België voorleggen, worden opgesteld overeenkomstig model A aan huidig besluit toegevoegd.

Art. 2. — De balans en de winst- en verliesrekening, welke de banken moeten publiceeren of overleggen in uitvoering van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen, worden opgesteld overeenkomstig model B aan huidig besluit toegevoegd.

Art. 3. — De staten betreffelijk den toestand van hun activa en passiva welke de banken maandelijks aan de Nationale Bank van België overmaken, worden opgesteld in den vorm voorzien bij artikel 1.

Worden bij deze staten gevoegd :

1^o Maandelijks, een positie in vreemde munten en een tabel der schuldvorderingen op het buitenland en der verbintenissen tegenover het buitenland, in vreemde deviezen en in Belgische franken;

2^o Driemaandelijks :

a) Een winst- en verliesrekening opgesteld in den vorm voorzien bij artikel 1, met dien verstande dat deze winst- en verliesrekening slechts de bedragen reeds in de boekhouding ingeschreven — zooals geïnkasseerde opbrengsten of inkomsten, betaalde onkosten en lasten — moet opgeven, zonder dat het noodzakelijk zij de reservefondsen of prorata erin te begrijpen;

b) Statistische inlichtingen betreffende de schommelingen in algemeene rekeningen;

c) Statistische inlichtingen over de kredieten verleend door de bank en dezé aan de bank toegestaan, alsmede betreffende de niet gebruikte bedragen dezer kredieten;

3^o Zesmaandelijks, een gedetailleerde opgave van de effectenportefeuille;

4° Annuellement, des renseignements statistiques sur :

a) La répartition des risques en tenant compte du nombre et de la nature des débiteurs, de l'importance et de la nature des crédits utilisés et non utilisés, de l'importance et de la nature des garanties qui les couvrent;

b) La structure financière des banques, en tenant compte du nombre et de la nature des créanciers privilégiés et chirographaires, de l'importance, de la nature et des termes des créances, de l'importance et de la nature de l'actif engagé qui couvre les créanciers privilégiés, du montant non utilisé des crédits consentis à la banque.

La Commission bancaire arrête la forme de ces situations annexes, étant entendu qu'elles ne pourront, en aucun façon, porter sur les relations entre les banques agréées et des clients déterminés.

Art. 4. — La Commission bancaire est chargée de veiller à l'application du présent arrêté. Elle définira les rubriques des formules faisant l'objet des articles 1 et 2.

Elle fixera la date à laquelle seront établies les situations mensuelles et le délai dans lequel elles devront être communiquées.

Elle peut, dans des cas spéciaux, autoriser des dérogations aux règles établies par le présent arrêté.

Art. 5. — Ces dispositions entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1938. Elles ne s'appliquent pas aux bilans et comptes de profits et pertes des exercices en cours ou écoulés à cette date.

Art. 6. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 novembre 1937.

—
MODELE A.

Bilan et compte de profits et pertes

à communiquer annuellement par les banques
à la Banque Nationale de Belgique.

—
I. — ACTIF.

A. — Opérations d'épargne (art. 15, A. R. 42)

1. Placements des dépôts d'épargne (art. 11 et 12, A. R. 42)

a) placements provisoires (art. 11)

b) placements définitifs (art. 12)

B. — Disponible et réalisable

2. Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux

a) Caisse

b) Banque Nationale

c) Chèques postaux

3. Prêts au jour le jour

a) En Belgique

call money

à dix jours maximum

b) A l'étranger

4° Jaarlijks, statistische inlichtingen betreffende :

a) De verdeling der risico's in verband met het aantal en den aard der debiteuren, met het belang en den aard der gebruikte en niet gebruikte kredieten, met het belang en den aard der verleende waarborgen;

b) De financieele structuur der banken in verband met het aantal en den aard der bevoorrechte en niet bevoorrechte schuldeischers, met den aard en de termijnen der schuldvorderingen, met het belang en den aard van het in pand gegeven actief welke de bevoorrechte crediteuren waarborgt, met het niet gebruikte bedrag der aan de bank toegestane kredieten.

De Bankcommissie stelt den vorm dezer bijlagen vast met dien verstande dat deze hoegenaamd niet mogen handelen over de betrekkingen tusschen de erkende banken en bepaalde cliënten.

Art. 4. — Aan de Bankcommissie wordt opgedragen te zorgen voor de toepassing van onderhavig besluit. Zij dient de rubrieken voorzien in artikel 1 en 2 te verklaren.

Zij stelt den datum vast waarop de maandstaten moeten opgemaakt worden, evenals den termijn waarin deze moeten medegedeeld worden.

Zij mag in bijzondere gevallen afwijkingen van de bepalingen van onderhavig besluit toestaan.

Art. 5. — Deze bepalingen treden in werking met ingang van 1 Januari 1938. Deze beschikkingen gelden niet voor de balansen en winst- en verliesrekeningen van de op voornoemden datum loopende of afge-loopen boekjaren.

Art. 6. — Onze Minister van Financiën wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 24^{en} November 1937.

—
MODEL A.

Balans en winst- en verliesrekening

jaarlijks door de banken aan de Nationale Bank
van België voor te leggen.

—
I. — ACTIVA.

A. — Spaargelden (art. 15, K. B. 42)

1. Beleggingen der spaargelden (art. 11 en 12, K. B. 42)

a) voorloopige beleggingen (art. 11)

b) vaste beleggingen (art. 12)

B. — Beschikbare en vlottende middelen

2. Kas, Nationale Bank, Postrekening

a) Kas

b) Nationale Bank

c) Postrekening

3. Daggeld

a) In België

call money

op tien dagen maximum

b) In het buitenland

- | | |
|--|---|
| <p>4. Banquiers</p> <p>a) Belges
nos avoirs
nos avances</p> <p>b) Etrangers
nos avoirs
nos avances</p> <p>5. Maison-mère, succursales et filiales</p> <p>a) En Belgique
nos avoirs
nos avances</p> <p>b) A l'étranger</p> <p>6. Autres valeurs à recevoir à court terme</p> <p>a) Coupons et titres remboursables</p> <p>b) Contrepartie de change et de titres vendus</p> <p>c) Service des encaissements</p> <p>d) Cessionnaires d'effets à l'encaissement</p> <p>7. Portefeuille-effets</p> <p>a) Effets réescomptables</p> <p>b) Autres valeurs réescomptables</p> <p>c) Acceptations
de la banque
d'autres banques</p> <p>d) Effets non réescomptables</p> <p>8. Reports et avances sur titres</p> <p>a) Reports</p> <p>b) Avances sur titres</p> <p>9. Débiteurs par acceptations</p> <p>10. Débiteurs divers</p> <p>a) Sociétés financières</p> <p>b) Administration et direction (art. 17, A. R. 185)</p> <p>c) Débiteurs hypothécaires</p> <p>d) Débiteurs par promesses</p> <p>e) Autres débiteurs</p> <p>11. Portefeuille-titres</p> <p>a) Valeurs de la réserve légale (art. 13, A. R. 185)</p> <p>b) Fonds publics belges
emprunts émis par l'Etat et la Colonie
obligations ou actions garanties par les pouvoirs publics
autres fonds publics belges</p> <p>c) Fonds publics étrangers</p> <p>d) Actions de banques (art. 14, al. 1^{er}, A. R. 185)</p> <p>e) Titres à émettre (art. 14, al. 2, A. R. 185)</p> <p>f) Titres à réaliser (art. 14, al. 3, A. R. 185)</p> <p>g) Titres d'institutions de crédit créées par une loi spéciale (art. 14, al. 4, A. R. 185)</p> | <p>4. Bankiers</p> <p>a) Belgische
ons tegoed
onze voorschotten</p> <p>b) Uitheemsche
ons tegoed
onze voorschotten</p> <p>5. Moedermaatschappij, filialen en dochtermaatschappijen</p> <p>a) In België
ons tegoed
onze voorschotten</p> <p>b) In het buitenland</p> <p>6. Andere te innen waarden op kort termijn</p> <p>a) Koepons en uitkeerbare effecten</p> <p>b) Tegenwaarde van vreemde munt en verkochte effecten</p> <p>c) Inkassodienst</p> <p>d) Overnemers van wissels ter inkasso</p> <p>7. Wissels</p> <p>a) Herdisconteerbare wissels</p> <p>b) Andere herdisconteerbare waarden</p> <p>c) Wissels geaccepteerd :
door de bank
door andere banken</p> <p>d) Niet herdisconteerbare wissels</p> <p>8. Prolongaties en voorschotten op effecten</p> <p>a) Prolongaties</p> <p>b) Voorschotten op effecten</p> <p>9. Debiteuren wegens verstrekte acceptaties</p> <p>10. Diverse debiteuren</p> <p>a) Financiële vennootschappen</p> <p>b) Beheer en directie (art. 17, K. B. 185)</p> <p>c) Debiteuren wegens hypotheek</p> <p>d) Debiteuren wegens promessen</p> <p>e) Andere debiteuren</p> <p>11. Effecten</p> <p>a) Belegde wettelijke reserve (art. 13, K. B. 185)</p> <p>b) Belgische overheidsfondsen
leeningen uitgegeven door den Staat en de kolonie
obligaties of aandelen gewaarborgd door openbare besturen
andere Belgische overheidsfondsen</p> <p>c) Buitenlandsche overheidsfondsen</p> <p>d) Bankaandeelen (art. 14, lid 1, K. B. 185)</p> <p>e) Uit te geven fondsen (art. 14, lid 2, K. B. 185)</p> <p>f) Te verkoopen fondsen (art. 14, lid 3, K. B. 185)</p> <p>g) Aandeelen van kredietinstellingen bij bijzondere wet opgericht (art. 14, lid 4, K. B. 185)</p> |
|--|---|

- h) Autres titres
 - à revenus fixes
 - cotés
 - non cotés
 - à revenus variables
 - cotés
 - non cotés

12. Divers

- a) Cautionnements en espèces pour compte propre
- b) Divers

13. Capital non versé

C. — Immobilisé

- 14. Frais de constitution et de premier établissement
- 15. Immeubles
- 16. Participations dans les filiales immobilières
- 17. Créances sur les filiales immobilières
- 18. Matériel et mobilier

D. — Comptes de résultats

- a) Perte reportée
- b) Perte de l'exercice (... mois)

II. — PASSIF.

A. — Opérations d'épargne (art. 15, A. R. 42)

- 1. Dépôts d'épargne (art. 9 à 14, A. R. 42)

B. — Exigible

- 2. Créanciers privilégiés ou garantis

- a) Impôts et taxes
- b) Contributions aux lois sociales
- c) Créanciers couverts par des garanties réelles

- 3. Emprunts au jour le jour

- a) En Belgique
 - call money
 - à dix jours maximum
- b) A l'étranger

- 4. Banquiers

- a) Belges
 - leurs avoirs
 - leurs avances
- b) Etrangers
 - leurs avoirs
 - leurs avances

- 5. Maison-mère, succursales et filiales

- a) En Belgique
 - leurs avoirs
 - leurs avances
- b) A l'étranger
 - leurs avoirs
 - leurs avances

- h) Andere fondsen
 - vastrendeende
 - genoteerd
 - niet genoteerd
 - niet vastrendeende
 - genoteerd
 - niet genoteerd

12. Diversen

- a) Borggelden gestort voor onze rekening
- b) Diversen

13. Niet gestort kapitaal.

C. — Vastgelegde middelen

- 14. Oprichtings- en eerste inrichtingskosten
- 15. Gebouwen
- 16. Participaties in dochtermaatschappijen voor immobiliën
- 17. Vorderingen op dochtermaatschappijen voor immobiliën
- 18. Materieel en meubilair

D. — Winst- en verliesrekening

- a) Overgebracht verlies
- b) Verlies van het boekjaar (... maanden)

II. — PASSIVA.

A. — Spaargelden (art. 15, K. B. 42)

- 1. Spaardeposito's (art. 9 tot 14, K. B. 42)

B. — Opvraagbaar

- 2. Bevoorrechte of gewaarborgde schuldeisers

- a) Belastingen en taxes
- b) Bijdragen ingevolge sociale wetten
- c) Crediteuren met zakelijke waarborgen

- 3. Daggeld

- a) In België
 - call money
 - op tien dagen maximum
- b) In het buitenland

- 4. Bankiers

- a) Belgische
 - hun tegoed
 - hun voorschotten
- b) Buitenlandsche
 - hun tegoed
 - hun voorschotten

- 5. Moedermaatschappij, filialen en dochtermaatschappijen

- a) In België
 - hun tegoed
 - hun voorschotten
- b) In het buitenland
 - hun tegoed
 - hun voorschotten

6. Acceptations
 - a) De la banque
 - b) Par correspondants
7. Autres valeurs à payer à court terme
8. Créiteurs pour effets à l'encaissement
9. Dépôts et comptes courants
 - a) A vue
 - b) A un mois au plus
 - c) A plus d'un mois
 - d) A plus d'un an
10. Carnets de dépôts
11. Sociétés financières
 - a) Leurs avoirs
 - b) Leurs avances
12. Obligations et bons de caisse
13. Montants à libérer sur titres et participations
14. Divers

C. — Non exigible

15. Capital
16. Fonds indisponible par prime d'émission
17. Réserve légale (art. 13, A. R. 185)
18. Réserve disponible
19. Provisions

D. — Comptes de résultats

- a) Bénéfice reporté
- b) Bénéfice de l'exercice (.... mois)

III. — COMPTES D'ORDRE.

1. Actifs donnés en garantie
 - a) à nos créanciers
 - b) à nos réescompteurs
 - c) pour compte de tiers
- 1bis. Titres déposés en cautionnement pour compte propre
2. Garanties réelles données par des tiers pour notre compte
 - a) à nos créanciers
 - b) à nos réescompteurs
3. Cautions données par des tiers pour notre compte
 - a) à nos créanciers
 - b) à nos réescompteurs
4. Garanties reçues de tiers
 - a) titres
 - b) autres garanties réelles
 - c) autres garanties
5. Nos cautions pour compte de tiers
6. Effets réescomptés
 - a) Banque Nationale
 - traites
 - promesses

6. Wissels geaccepteerd
 - a) Door de bank
 - b) Door correspondenten
7. Andere te betalen waarden op kort termijn
8. Crediteuren wegens wissels ter inkasso
9. Deposito's en crediteuren
 - a) Dadelijk opvraagbaar
 - b) Op hoogstens 30 dagen
 - c) Op meer dan 30 dagen
 - d) Op meer dan één jaar
10. Bankboekjes
11. Financieele vennootschappen
 - a) Hun tegoed
 - b) Hun voorschotten
12. Obligaties en kasbons
13. Nog te storten op fondsen en participaties
14. Diversen

C. — Niet opvraagbaar

15. Kapitaal
16. Niet beschikbare reserve wegens uitgiftepremie
17. Wettelijke reserve (art. 13, K. B. 185)
18. Beschikbare reserve
19. Reservefonds

D. — Winst- en verliesrekening

- a) Overgebrachte winst
- b) Winst van het boekjaar (.... maanden)

III. — ORDEREKENINGEN.

1. Activa in waarborg gegeven
 - a) aan onze schuldeischers
 - b) wegens herdisconto
 - c) voor rekening van derden
- 1bis. Effecten voor eigen rekening in waarborg gegeven
2. Zakelijke waarborgen voor onze rekening door derden gegeven
 - a) aan onze schuldeischers
 - b) wegens herdisconto
3. Borgtochten voor onze rekening door derden verstrekt
 - a) aan onze schuldeischers
 - b) wegens herdisconto
4. Waarborgen van derden ontvangen
 - a) effecten
 - b) andere zakelijke waarborgen
 - c) andere waarborgen
5. Onze borgtochten voor rekening van derden
6. Herdisconteerde wissels
 - a) bij de Nationale Bank
 - wissels
 - promessen

- b) Institut de Réescompte et de Garantie
- c) autres instituts paraétatiques
- d) autres effets réescomptés
- 7. Opérations de change à terme
 - a) Acheteurs de devises à terme
 - b) Vendeurs de devises à terme
- 8. Opérations de bourse à terme
 - a) Acheteurs de titres à terme
 - b) Vendeurs de titres à terme
- 9. Promesses souscrites par débiteurs
- 10. Actifs déposés chez des tiers
- 11. Dépôts à découvert
- 12. Divers

IV. — COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

CRÉDIT.

1. Intérêts et commissions perçus
 - a) en comptes
 - b) sur effets
 - c) divers
2. Bénéfices sur opérations de change et de titres
 - a) change
 - b) émissions
 - c) ventes de titres
 - d) ordres de bourse
 - e) divers
3. Revenus du portefeuille-titres
4. Divers
5. Perte de l'exercice (... mois).
6. Bénéfice reporté
7. Virement du compte de provisions

DÉBIT.

1. Intérêts et commissions bonifiés
 - a) en comptes
 - b) aux obligations et bons de caisse
 - c) aux réescompteurs
 - d) divers
2. Perte sur opérations de change et de titres
 - a) change
 - b) émissions
 - c) ventes de titres
3. Frais généraux
 - a) traitements et rémunérations
 - b) allocations aux institutions de prévoyance en faveur du personnel
 - c) taxes et impôts
 - d) frais de publicité (art. 15, A. R. 185)
 - e) autres frais d'exploitation
4. Provisions
5. Amortissements
6. Divers
7. Bénéfice de l'exercice (... mois)
8. Perte reportée

- b) bij het Herdisconteering- en Waarborginsti-
tuut
- c) bij andere parastatale organismen
- d) andere herdisconteerde wissels
- 7. Wisselverrichtingen op termijn
 - a) Aankoopers van deviezen op termijn
 - b) Verkoopers van deviezen op termijn
- 8. Beursverrichtingen op termijn
 - a) Aankoopers van fondsen op termijn
 - b) Verkoopers van fondsen op termijn
- 9. Promessen door debiteuren ondertekend
- 10. Activa bij derden gedeponneerd
- 11. Open bewaargevingen
- 12. Diversen

IV. — WINST- EN VERLIESREKENING.

CREDIT.

1. Ontvangen interesten en provisies
 - a) rekening-courant
 - b) wissels
 - c) diversen
2. Winst op vreemde munt en effecten
 - a) vreemde munt
 - b) uitgiften
 - c) verkoop van effecten
 - d) beursorders
 - e) diversen
3. Inkomsten uit de effectenportefeuille
4. Diversen
5. Verlies van het boekjaar (... maanden)
6. Overgebrachte winst
7. Overboeking van het reservefonds

DEBIT.

1. Vergoede interesten en provisies
 - a) op loopende rekeningen
 - b) op obligaties en kasbons
 - c) op herdisconto
 - d) op diversen
2. Verlies op vreemde munt en effecten
 - a) vreemde munt
 - b) uitgiften
 - c) verkoop van effecten
3. Algemeene onkosten
 - a) wedden en vergoedingen
 - b) toelagen aan voorzieningsinstellingen ten behoeve van het personeel
 - c) taxes en belastingen
 - d) publiciteitskosten (art. 15, K. B. 185)
 - e) andere algemeene onkosten
4. Reservefonds
5. Afschrijvingen
6. Diversen
7. Winst van het boekjaar (... maanden)
8. Overgebracht verlies

Bilan et compte de profits et pertes
à publier ou à déposer par les banques en application
des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

I. — ACTIF.

	Rubrique correspondante de la formule du modèle A.
A. — Opérations d'épargne (art. 15, A. R. 42)	
1. Placements des dépôts d'épargne (art. 11 et 12, A. R. 42)	1
a) placements provisoires (art. 11)	2
b) placements définitifs (art. 12)	3
B. — Disponible et réalisable	
2. Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	2
3. Prêts au jour le jour	3
4. Banquiers	4
5. Maison-mère, succursales et filiales	5
6. Autres valeurs à recevoir à court terme	6
7. Portefeuille-effets	7
8. Reports et avances sur titres	8
9. Débiteurs par acceptations	9
10. Débiteurs divers	10
11. Portefeuille-titres	
a) valeurs de la réserve légale	11, a)
b) fonds publics belges	11, b)
c) fonds publics étrangers	11, c)
d) actions de banque	11, d)
e) autres titres	11, e), f), g) et h)
12. Divers	12
13. Capital non versé	13
C. — Immobilisé	
14. Frais de constitution et de premier établissement	14
15. Immeubles	15
16. Participations dans les filiales immobilières	16
17. Créances sur les filiales immobilières	17
18. Matériel et mobilier	18
D. — Comptes de résultats	
a) Perte reportée	
b) Perte de l'exercice	

Balans en winst- en verliesrekening
door de banken te publiceeren of over te leggen
in uitvoering van de samengeordende wetten
op de handelsvennootschappen.

I. — ACTIVA.

	Overeenstem- mende rubriek met de formule van model A.
A. — Spaargelden (art. 15, K. B. 42)	
1. Beleggingen der spaargelden (art. 11 en 12, K. B. 42)	1
a) voorloopige beleggingen (artikel 11)	2
b) vaste beleggingen (art. 12)	3
B. — Beschikbare en vlottende middelen	
2. Kas, Nationale Bank, Postrekening	2
3. Daggeld	3
4. Bankiers	4
5. Moedermaatschappij, filialen en dochtermaatschappijen	5
6. Andere te betalen waarden op kort termijn	6
7. Wissels	7
8. Prolongaties en voorschotten op effecten	8
9. Debiteuren wegens verstrekte acceptaties	9
10. Diverse debiteuren	10
11. Effecten	
a) belegde wettelijke reserve	11, a)
b) Belgische overheidsfondsen	11, b)
c) buitenlandsche overheidsfondsen	11, c)
d) bankaandeelen	11, d)
e) andere fondsen	11, e) f), g) en h)
12. Diversen	12
13. Niet gestort kapitaal	13
C. — Vastgelegde middelen	
14. Oprichtings- en eerste inrichtingskosten	14
15. Gebouwen	15
16. Participaties in dochtermaatschappijen voor immobiliën	16
17. Vorderingen op dochtermaatschappijen voor immobiliën	17
18. Materieel en meubilair	18
D. — Winst- en verliesrekening	
a) Overgebracht verlies	
b) Verlies van het boekjaar	

II. — PASSIF.

	Rubrique correspondante de la formule du modèle A.
A. — Opérations d'épargne (art. 15, A. R. 42)	
1. Dépôts d'épargne (art. 9 à 14, A. R. 42)	1
B. — Exigible	
2. Créanciers privilégiés ou garantis	2
3. Emprunts au jour le jour	3
4. Banquiers	4
5. Maison-mère, succursales et filiales	5
6. Acceptations	6
7. Autres valeurs à payer à court terme	7
8. Créiteurs pour effets à l'encaissement	8
9. Dépôts et comptes courants	
a) à vue et à un mois au plus	9, a), b), 10 et 11
b) à plus d'un mois	9, c), d) et 11
10. Obligations et bons de caisse	12
11. Montants à libérer sur titres et participations	13
12. Divers	14
C. — Non exigible	
13. Capital	15
14. Fonds indisponible par prime d'émission	16
15. Réserve légale (art. 13, A. R. 185)	17
16. Réserve disponible	18
17. Provisions	19
D. — Comptes de résultats	
a) Bénéfice reporté	
b) Bénéfice de l'exercice	

III. — COMPTES D'ORDRE.

1. Actifs donnés en garantie	1
<i>1bis.</i> Titres déposés en cautionnement pour compte propre	<i>1bis</i>
2. Garanties et cautions données par des tiers pour notre compte	2 et 3
3. Garanties reçues de tiers	4
4. Nos cautions pour compte de tiers	5
5. Effets réescomptés	6
6. Opérations de change à terme	7
7. Opérations de bourse à terme	8
8. Dépôts à découvert (1)	11
9. Divers	12

(1) Cette rubrique est facultative.

II. — PASSIVA.

	Overeenstem- mende rubriek met de formule van model A.
A. — Spaargelden (art. 15, K. B. 42)	
1. Spaardeposito's (art. 9 tot 14, K. B. 42)	1
B. — Opvraagbaar	
2. Bevoorrechte of gewaarborgde schuldeischers	2
3. Daggeld	3
4. Bankiers	4
5. Moedermaatschappij, filialen en dochtermaatschappijen	5
6. Geaccepteerde wissels	6
7. Andere te betalen waarden op kort termijn	7
8. Crediteuren wegens wissels ter inkasso	8
9. Deposito's en crediteuren	
a) dadelijk opvraagbaar en op hoogstens dertig dagen	9, a), b), 10 en 11
b) op meer dan dertig dagen	9, c), d) en 11
10. Obligaties en kasbons	12
11. Nog te storten bedragen op fondsen en participaties	13
12. Diversen	14
C. — Niet opvraagbaar	
13. Kapitaal	15
14. Niet beschikbare reserve wegens uitgiftepremie	16
15. Wettelijke reserve (art. 13, K. B. 185)	17
16. Beschikbare reserve	18
17. Reservefondsen	19
D. — Winst- en verliesrekening	
a) Overgebrachte winst	
b) Winst voor het boekjaar	

III. — ORDEREKENINGEN.

1. Activa in waarborg gegeven	1
<i>1bis.</i> Effecten voor eigen rekening in waarborg gegeven	<i>1bis</i>
2. Waarborgen en borgtochten voor onze rekening door derden gegeven	2 en 3
3. Waarborgen van derden ontvangen	4
4. Onze borgtochten voor rekening van derden	5
5. Herdisconteerde wissels	6
6. Wisselverrichtingen op termijn	7
7. Beursverrichtingen op termijn	8
8. Open bewaargevingen (1)	11
9. Diversen	12

(1) Deze rubriek is niet verplichtend.

IV. — COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

CRÉDIT.		Rubrique correspondante de la formule du modèle A.
1. Intérêts et commissions perçus	1	
2. Revenus du portefeuille-titres	3	
3. Divers	2 et 4	
4. Perte de l'exercice	5	
5. Bénéfice reporté	6	
6. Virement du compte provisions	7	
DÉBIT.		
1. Intérêts et commissions bonifiés	1	
2. Frais généraux		
a) frais d'exploitation	3, a) et e)	
b) allocations aux institutions de pré- voyance en faveur du personnel	3, b)	
c) taxes et impôts	3, c)	
d) frais de publicité (art. 15, A. R. 185)	3, d)	
3. Provisions	4	
4. Amortissements	5	
5. Divers	2 et 6	
6. Bénéfice de l'exercice	7	
7. Perte reportée	8	

IV. — WINST- EN VERLIESREKENING.

CREDIT.		Overeenstem- mende rubriek met de formule van model A.
1. Ontvangen interesten en provisies	1	
2. Inkomsten uit de effectenportefeuille	3	
3. Diversen	2 en 4	
4. Verlies van het boekjaar	5	
5. Overgebrachte winst	6	
6. Overboeking van het reservefonds	7	
DEBIT.		
1. Vergoede interesten en provisies	1	
2. Algemeene onkosten		
a) uitbatingsonkosten	3, a) en e)	
b) toelagen aan voorzieningsinstellin- gen ten behoeve van het personeel	3, b)	
c) taxen en belastingen	3, c)	
d) publiciteitskosten (art. 15, K. B. 185)	3, d)	
3. Reservefonds	4	
4. Afschrijvingen	5	
5. Diversen	2 en 6	
6. Winst van het boekjaar	7	
7. Overgebracht verlies	8	

BOURSE DE BRUXELLES. — BEURS VAN BRUSSEL

PHYSIONOMIE DU MARCHÉ DES CHANGES DU 26 NOVEMBRE AU 9 DÉCEMBRE 1937.

Ainsi qu'on le constate habituellement à l'époque présente de l'année, voisine de l'échéance du 31 décembre, le volume des transactions marque une tendance à décroître. L'orientation du marché demeure toutefois favorable à notre devise. L'excédent des offres sur la demande a amené à diverses reprises les cours au point d'importation de l'or.

Le dollar s'est tenu constamment autour de bg. 5,88 1/2. Le change sur Londres a évolué entre bg. 29,36 et bg. 29,41 5/8. Le marché anglais a été généralement acheteur de belgas. Le franc français a fait preuve de solidité. S'éloignant ou se rapprochant par fractions du cours de 20 belgas, il a oscillé de bg. 19,95 5/8 à bg. 19,99 7/8. Le florin a été, dans l'ensemble, relativement ferme. Il termine la quinzaine à bg. 327,26 1/2, après avoir touché au plus bas bg. 326,70 et au plus haut bg. 327,50. Le franc suisse a été négocié à des cours voisins de 136 belgas. La devise allemande a valu en moyenne bg. 237,25, tantôt dépassant, tantôt s'écartant quelque peu de ce niveau. La lire italienne a été cotée au début de la quinzaine successivement bg. 30,9358, bg. 30,95975 et bg. 30,9406, puis alternativement à l'un ou l'autre de ces cours. Les couronnes scandinaves ont évolué dans le sillage de la livre sterling. Elles se trouvent actuellement un peu au delà de leur cours d'il y a quinze jours. Le Stockholm vaut bg. 151,53 venant de bg. 151,40, l'Oslo bg. 147,77 1/2 contre bg. 147,57 1/2 et le Copenhague bg. 131,275 au lieu de bg. 131,25. La couronne tchécoslovaque a été traitée à bg. 20,70, ou à des cours légèrement supérieurs à ce niveau. La parité du change sur Montréal ne s'est guère éloignée de celle du dollar américain. Le zloty s'est raffermi de bg. 111,05 à bg. 111,70. L'escudo a été l'objet de quelques transactions entre bg. 25,65 et bg. 25,72. Nous ne citerons que pour mémoire le cours de bg. 4,37 du leu roumain, qui a été à chaque séance purement nominal.

Sur le marché du terme, la livre sterling livrable à 3 mois a valu 6 à 8 centièmes de belga de plus qu'au comptant. Le déport du franc français, pour une même période, a été d'environ 25 à 26 centièmes de belga, perte un peu inférieure à celle enregistrée au cours de la quinzaine précédente.

Le taux du loyer de l'argent est en légère détente pour l'escompte à trois mois. Le papier commercial se négocie actuellement hors banque de 1 5/8 à 1 3/4 p. c., et le papier financier de 1 7/8 à 2 1/8 p. c. La régression est d'environ 1/8 à 1/4 p. c. Deux émissions de certificats à trois mois de la Trésorerie ont eu lieu au cours de la quinzaine. La première adjudication a été faite le 26 novembre à un taux moyen de 1,573 p. c.; la seconde, le 3 décembre, à 1,557 1/8 p. c.

Le 10 décembre 1937.

WISSELMARKT

VAN 26 NOVEMBER TOT 9 DECEMBER 1937.

Dat gedurende onderhavig tijdperk, dicht bij den vervaldag van 31 December gelegen, de omzettingen in belang afnemen, is een algemeen verschijnsel. Nochtans is de stemming van de markt gunstig voor den belga. De vraag werd menigmaal door het aanbod overschreden zoodat de noteringen volstonden om een goudinvoer te verwekken.

De dollar bleef onafgebroken rond bg. 5,88 1/2 schommelen. Het pond sterling bewoog zich tusschen bg. 29,36 en bg. 29,41 5/8. Op de Engelsche markt werden belgas zeer algemeen aangekocht. De Fransche frank werd vaster en noteerde tusschen bg. 19,95 5/8 en bg. 19,99 7/8. De Hollandsche florijn bleef tamelijk vast, kwam op het einde dezer veertien dagen op bg. 327,26 1/2 te staan, noteerde ten minste bg. 326,70 en ten hoogste bg. 327,50. De Zwitsersche frank werd omstreeks 136 bg. verhandeld. De Reichsmark bleef zich rond bg. 237,25 voortbewegen. De Italiaansche lira noteerde in 't begin van deze veertien dagen bg. 30,9358, daarna bg. 30,95975 en bg. 30,9406 en later opvolgentlijk een of ander dezer drie koersen. De Skandinavische kronen volgden het rythme van het pond en staan heden ietwat hooger dan vóór veertien dagen. Stockholm kwam van bg. 151,40 op bg. 151,53, Oslo van bg. 147,57 1/2 op bg. 147,77 1/2, Kopenhagen van bg. 131,25 op bg. 131,275. De Tsjechoslovakische kroon werd verhandeld tegen bg. 20,70 of wat meer. De Canadeesche dollar bleef eenparig met New-York. De zloty werd vaster van bg. 111,05 tot bg. 111,70. De escudo werd in kleine hoeveelheden omgezet tegen bg. 25,65 en bg. 25,72. De koers van de Roemeensche leu, bg. 4,37, is zuiver nominaal.

Op termijn is de premie op het pond 6 tot 8 honderdsten van den belga voor drie maand. Het disagio van den Franschen frank was 25 tot 26 honderdsten voor dezelfde periode, een weinig kleiner dus dan veertien dagen vroeger.

De rentevoeten waren minder gespannen wat de diskontmarkt betreft. Commercieel papier werd verhandeld tegen 1 5/8 t. h. tot 1 3/4 t. h., financieel papier tegen 1 7/8 tot 2 1/8 t. h. De vermindering bedraagt ongeveer 1/8 t. h. tot 1/4 t. h. Twee uitgiften van Schatkistcertificaten werden toegewezen, respectievelijk tegen 1,573 t. h. op 26 November en tegen 1,557 1/8 t. h. op 3 December.

10 December 1937.

Comptant.

Bien que l'activité du marché du comptant ait été extrêmement réduite pendant la quinzaine du 19 novembre au 3 décembre, la tendance a été meilleure et un léger redressement des cours s'est opéré pour bon nombre de valeurs. Au marché des rentes, résistant dans son ensemble, les emprunts à lots enregistrent de la hausse.

Ci-après, tableau comparatif des cours pratiqués les 3 décembre et 19 novembre :

Aux rentes : 3 p. c. Dette Belge 1^{re} série, 88,50-88,75; 3 p. c. Dette Belge 2^e série, 86-86,25; 3 p. c. Dette Belge 4^e série, 100,30-101; 3 1/2 p. c. Dette Belge, 92,50-93,20; 4 p. c. Dette Belge Unifiée 1^{re} série se répète à 97,65; 4 p. c. Dette Belge Unifiée 2^e série se répète à 97,65; 4 p. c. Emprunt Belge à lots 1932, 586-580; 4 p. c. Emprunt Belge à lots 1933, 1163-1157; 4 p. c. Dommages de Guerre 1921, 258,50-255,50; 4 p. c. Dommages de Guerre 1922, 275-270; 4 p. c. Dommages de Guerre 1923, 562-563; 6 p. c. action privilégiée Société Nationale des Chemins de fer belges (tranche suisse), 586-589; 6 p. c. action privilégiée Société Nationale des Chemins de fer belges (tranche hollandaise), 586-589; 4 p. c. action privilégiée Société Nationale des Chemins de fer belges (tranche belge), 491-490.

Aux assurances et banques : Assurances Générales sur la Vie, 6125-6275; Banque d'Anvers, 1010-1025; Banque du Congo Belge, 1325-1290; action de capital Banque Italo-Belge (coupon n° 26 de 50 fr. détaché), 867,50-930; Banque Nationale de Belgique, 1710-1690; Caisse Générale de Reports et de Dépôts, 2690-2640; Société Nationale de Crédit à l'Industrie, 350-342,50; Brufina, 685-670; Cofinindus, 795-775; part de réserve Société Générale de Belgique, 4020-3970.

Aux entreprises immobilières, hypothécaires et hôtelières : part de fondateur Crédit Foncier d'Extrême-Orient, 5937,50-5750; part sociale Crédit Foncier et Immobilier Sud-Américain, 990-970; action de dividende Hypothécaire Belge-Sud-Américaine, 4825-5050.

Aux chemins de fer et transports par eau : action de dividende Bruxelles-Lille-Calais, 1200-1180; Chimay, 1305-1445; Compagnie Lloyd Royal Maritime Belge, 565-570; part sociale Union Financière et Maritime, 580-572,50; action de jouissance Welkenraedt, 20200-18600.

Aux tramways, chemins de fer économiques et vicinaux : action de dividende Bruxellois, 5250-5200; 1/20 de part de fondateur Buenos-Ayres, 337,50-320; part sociale Caire, 462,50-472,50; action de dividende Pays de Charleroi, 862,50-880; 1/100 de part de fondateur Rosario, 202-272,50.

Aux trusts d'entreprises de tramways et d'électricité : part sociale Compagnie Belge de Chemins de fer et Entreprises, 617,50-605; action de capital Electrafina, 191-192; action de dividende Electrafina, 505-517,50; 1/10 de part de fondateur Electrafina, 610-622,50; action de capital Electrobél, 1910-1842,50; part de fondateur Electrorail, 3290-3090; action privilégiée Electro-Trust, 1132,50-1090; action privilégiée Engetra, 1000-1045; action ordinaire Tientsin, 1910-1855; action ordinaire Sofina, 8475-8125.

Contant.

Alhoewel de omzettingen op de contantmarkt onbelangrijk waren gedurende onderhavige periode, was de strekking der noteringen veel beter en liepen vele koersen op. De Staatsfondsen bleven vast. De leningen op loten werden duurder.

Hierna volgt vergelijkende tabel van de koersen van 3 December en 19 November :

Staatsfondsen : Belgische Schuld 3 t. h. 1^{ste} reeks, 88,50-88,75; Belgische Schuld 3 t. h. 2^e reeks, 86-86,25; Belgische Schuld 3 t. h. 4^e reeks, 100,30-101; Belgische Schuld 3 1/2 t. h., 92,50-93,20; Geünificeerde Belgische Schuld 4 t. h. 1^{ste} reeks komt terug op 97,65; Geünificeerde Belgische Schuld 4 t. h. 2^e reeks komt terug op 97,65; Belgische Lotenleening 4 t. h. 1932, 586-580; Belgische Lotenleening 4 t. h. 1933, 1163-1157; Oorlogsschade 4 t. h. 1921, 258,50-255,50; Oorlogsschade 4 t. h. 1922, 275-270; Oorlogsschade 4 t. h. 1923, 562-563; preferent aandeel Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen 6 t. h. (Zwitserse snede), 586-589; preferent aandeel Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen 6 t. h. (Nederlandsche snede), 586-589; preferent aandeel Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen 4 t. h. (Belgische snede), 491-490.

Verzekeringsmaatschappijen en banken : Assurances Générales sur la Vie, 6125-6275; Banque d'Anvers, 1010-1025; Banque du Congo Belge, 1325-1290; inbrengeaandeel Banque Italo-Belge (koepon n° 26 van 50 fr. afgesneden), 867,50-930; Nationale Bank van België, 1710-1690; Caisse Générale de Reports et de Dépôts, 2690-2640; Société Nationale de Crédit à l'Industrie, 350-342,50; Brufina, 685-670; Cofinindus, 795-775; reserve aandeel Société Générale de Belgique, 4020-3970.

Ondernemingen voor onroerende goederen, hypotheek, hotels : stichtersaandeel Crédit Foncier d'Extrême-Orient, 5937,50-5750; maatsch. aandeel Crédit Foncier et Immobilier Sud-Américain, 990-970; dividendaandeel Hypothécaire Belge-Sud-Américaine, 4825-5050.

Spoorwegen en scheepvaart : dividendaandeel Bruxelles-Lille-Calais, 1200-1180; Chimay, 1305-1445; Compagnie Lloyd Royal Maritime Belge, 565-570; maatsch. aandeel Union Financière et Maritime, 580-572,50; bewijs van deelgerechtigheid Welkenraedt, 20200-18600.

Tramwegen, economische en buurtspoorwegen : dividendaandeel Bruxellois, 5250-5200; 1/20 stichtersaandeel Buenos-Ayres, 337,50-320; maatsch. aandeel Caire, 462,50-472,50; dividendaandeel Pays de Charleroi, 862,50-880; 1/100 stichtersaandeel Rosario, 202-272,50.

Tramwegen en electriciteitsbedrijven : maatsch. aandeel Compagnie Belge de Chemins de fer et Entreprises, 617,50-605; inbrengeaandeel Electrafina, 191-192; dividendaandeel Electrafina, 505-517,50; 1/10 stichtersaandeel Electrafina, 610-622,50; inbrengeaandeel Electrobél, 1910-1842,50; stichtersaandeel Electrorail, 3290-3090; preferent aandeel Electro-Trust, 1132,50-1090; preferent aandeel Engetra, 1000-1045; gewoon aandeel Tientsin, 1910-1855; gewoon aandeel Sofina, 8475-8125.

Aux entreprises de gaz et d'électricité : part sociale Société Bruxelloise du Gaz, 1600-1650; part sociale Eclairage du Bassin Houiller de Mons, 1700-1640; 1/10 de part de fondateur Electricité du Borinage, 3070-3000; part de fondateur Bruxelloise d'Electricité, 6950-7000; action de dividende Electricité de l'Escaut, 6025-5875; 1/10 de part de fondateur Electricité de l'Est de la Belgique, 5090-5150; 1/100 de part de fondateur Electricité Intercommunale Belge, 1637,50-1530; 1/10 de part de fondateur Electricité du Nord de la Belgique, 6575-6550.

Aux industries métallurgiques : part sociale Acières d'Angleur-Athus, 702,50-625; action de capital Ateliers de Constructions Electriques de Charleroi, 617,50-585; part sociale Câbleries et Corderies du Hainaut, 2510-2485; Cockerill, 1365-1330; part sociale Fabrique de Câbles et Fils Electriques, 3010-2925; Fabrique de Fer de Charleroi, 2070-1960; Fabrique Nationale d'Armes de Guerre, 610-560; part sociale La Fontainoise, 2945-2900; part sociale Forges de Clabecq, 40600-39600; Forges de la Providence, 13650-13255; Métallurgique Espérance-Longdoz, 5262,50-4870; Ougrée-Marihaye, 1465-1385.

Aux charbonnages et fours à coke : Amercœur, 4925-5325; André Dumont, 1027,50-1000; Bonnier, 6300-6250; part sociale Centre de Jumet, 6812,50-7375; Gouffre, 13050-12100; part sociale Hornu et Wasmes, 3650-3400; Mariemont-Bascoup, 9825-9675; Maurage, 9800-9925; Noël-Sart-Culpart, 10475-10700; Sacré-Madame, 6350-6375.

Aux zincs, plombs et mines : Asturienne des Mines, 200-198; 1/5 d'action privilégiée Nouvelle-Montagne, 275-310; part sociale Overpelt-Lommel-Corphalie, 777,50-730; 1/10 d'action Vieille-Montagne, 2285-2100.

Aux glaciers : Auvelais, 20000-21000; part sociale Moustier-sur-Sambre, 14425-14200; part sociale Saint-Roch, 19200-21000.

Aux verreries : Hamendes, 272,50-285; part sociale Libbey-Owens, 565-490; Mariemont, 390-402,50; Cristallerie du Val-Saint-Lambert, 415-427,50.

Aux industries de la construction : Carrières de Porphyre de Quenast, 1990-1850; Carrières Unies de Porphyre, 2790-2660; part sociale Ciments d'Obourg, 607,50-605; action privilégiée Ciments de Visé, 1070-1050.

Aux industries textiles et soieries : part sociale Ensivaloise, 1455-1635; Filature de Dolhain, 1660-1680; action de dividende Etablissements Américains Gratry (coupon n° 33 de 75 fr. détaché), 3000-2700; La Lainière, Verviers, 1125-1145; Linière La Lys, 8100-7900; part sociale Soie Viscose, 1057,50-1045.

Aux produits chimiques : part sociale Fabrique Nationale de Produits Chimiques et Explosifs, 2095-2080; part de fondateur Industries Chimiques, 962,50-907,50; Laeken, 2610-2550; part de fondateur Société Gaz Industriel « Sogaz », 1380-1220.

Aux entreprises coloniales : part de fondateur Auxiliaire Chemins de fer Grands Lacs, 3200-2960; action privilégiée Katanga, 34600-32175; action ordinaire Katanga, 30325-28550; 1/100 de part de fondateur Minière Grands Lacs, 735-690; 1/3 d'action de dividende Simkat, 3080-2635; part sociale Union Minière du Haut-Katanga, 3445-3130; action de capital Ciments du Katanga, 1130-1080; action Sogefor, 1110-1145; Synkin, 682,50-610.

Gas- en electriciteitsondernemingen : maatsch. aandeel Société Bruxelloise du Gaz, 1600-1650; maatsch. aandeel Eclairage du Bassin Houiller de Mons, 1700-1640; 1/10 stichtersaandeel Electricité du Borinage, 3070-3000; stichtersaandeel Bruxelloise d'Electricité, 6950-7000; dividendaandeel Electricité de l'Escaut, 6025-5875; 1/10 stichtersaandeel Electricité de l'Est de la Belgique, 5090-5150; 1/100 stichtersaandeel Electricité Intercommunale Belge, 1637,50-1530; 1/10 stichtersaandeel Electricité du Nord de la Belgique, 6575-6550.

Metaalnijverheid of -bedrijven : maatsch. aandeel Acières d'Angleur-Athus, 702,50-625; inbregaandeel Ateliers de Constructions Electriques de Charleroi, 617,50-585; maatsch. aandeel Câbleries et Corderies du Hainaut, 2510-2485; Cockerill, 1365-1330; maatsch. aandeel Fabrique de Câbles et Fils Electriques, 3010-2925; Fabrique de Fer de Charleroi, 2070-1960; Fabrique Nationale d'Armes de Guerre, 610-560; maatsch. aandeel La Fontainoise, 2945-2900; maatsch. aandeel Forges de Clabecq, 40600-39600; Forges de la Providence, 13650-13255; Métallurgique Espérance-Longdoz, 5262,50-4870; Ougrée-Marihaye, 1465-1385.

Kolenmijnen en cokesovens : Amercœur, 4925-5325; André Dumont, 1027,50-1000; Bonnier, 6300-6250; maatsch. aandeel Centre de Jumet, 6812,50-7375; Gouffre, 13050-12100; maatsch. aandeel Hornu et Wasmes, 3650-3400; Mariemont-Bascoup, 9825-9675; Maurage, 9800-9925; Noël-Sart-Culpart, 10475-10700; Sacré-Madame, 6350-6375.

Zink-, lood- en mijnbedrijven : Asturienne des Mines, 200-198; 1/5 preferent aandeel Nouvelle-Montagne, 275-310; maatsch. aandeel Overpelt-Lommel-Corphalie, 777,50-730; 1/10 aandeel Vieille-Montagne, 2285-2100.

Spiegelgieterijen : Auvelais, 20000-21000; maatsch. aandeel Moustier-sur-Sambre, 14425-14200; maatsch. aandeel Saint-Roch, 19200-21000.

Glasblazerijen : Hamendes, 272,50-285; maatsch. aandeel Libbey-Owens, 565-490; Mariemont, 390-402,50; Cristallerie du Val-Saint-Lambert, 415-427,50.

Bouwbedrijfsondernemingen : Carrières de Porphyre de Quenast, 1990-1850; Carrières Unies de Porphyre, 2790-2660; maatsch. aandeel Ciments d'Obourg, 607,50-605; preferent aandeel Ciments de Visé, 1070-1050.

Textiel- en zijdenijverheden : maatsch. aandeel Ensivaloise, 1455-1635; Filature de Dolhain, 1660-1680; dividendaandeel Etablissements Américains Gratry (coupon n° 33 van 75 fr. afgesneden), 3000-2700; La Lainière, Verviers, 1125-1145; Linière La Lys, 8100-7900; maatsch. aandeel Soie Viscose, 1057,50-1045.

Scheikundige producten : maatsch. aandeel Fabrique Nationale de Produits Chimiques et Explosifs, 2095-2080; stichtersaandeel Industries Chimiques, 962,50-907,50; Laeken, 2610-2550; stichtersaandeel Société Gaz Industriel « Sogaz », 1380-1220.

Koloniale ondernemingen : stichtersaandeel Auxiliaire Chemins de fer Grands Lacs, 3200-2960; preferent aandeel Katanga, 34600-32175; gewoon aandeel Katanga, 30325-28550; 1/100 stichtersaandeel Minière Grands Lacs, 735-690; 1/3 dividendaandeel Simkat, 3080-2635; maatsch. aandeel Union Minière du Haut-Katanga, 3445-3130; inbregaandeel Ciments du Katanga, 1130-1080; aandeel Sogefor, 1110-1145; Synkin, 682,50-610.

Aux **plantations** : action V Financière des Caoutchoucs, 907,50-830; part de fondateur Hallet, 3030-2760; part de fondateur Huileries de Sumatra, 1305-1105.

A l'**alimentation** : action de capital Industrielle Sud-Américaine, 2400-2550; Moulins La Royale, 5550-5500; part sociale Moulins des Trois-Fontaines, 5500-5300; part sociale Brasseries de Haecht, 1980-1995; part sociale Brasserie de Koekelberg, 3160-3040.

Aux **industries diverses** : part sociale Bougies de la Cour, 1505-1620; part sociale Couperie Belge-Américaine, 1115-1150; 1/9 d'action ordinaire Anciens Etablissements De Naeyer, 1650-1610; part sociale Englebert, 1835-1700; part de fondateur Grands Magasins « A l'Innovation », 5000-5050.

Aux **papeteries** : action de priorité Papeteries de Belgique, 675-612,50; action ordinaire Delcroix, 1725-1710.

Aux **pétroles** : Pétrifina, 605-596,25.

Aux **actions étrangères** : Molinos Rio Plata, 1960-2020; action de dividende Cairo-Héliopolis, 1930-1900; part de fondateur Chemins de fer économiques du Nord, 1800-1775; part bénéficiaire Electricité de Paris, 9225-9150; part bénéficiaire Parisienne, 1525-1440; part de fondateur Huileries de Deli, 3930-3400; part de fondateur Palmeraies de Mopoli, 10300-8775; action ordinaire Royal Dutch, 56525-54750; Soengei Lipoet, 1450-1320.

Terme.

Arbed, 7525-7550; Banque de Paris et des Pays-Bas, 1145-1100; Barcelona Traction, 206,25-200; Brazilian Traction, 323,75-403,75; Electrobél, 1910-1860; Electro-Trust, 1145-1085; Héliopolis, 1660-1650; Kilo-Moto, 430-425; Rand Mines, 1185-1145; Rio Tinto, 2775-2560; Royal Dutch, 5650-5500; Union Minière du Haut-Katanga, 3445-3120.

Plantages : aandeel V Financière des Caoutchoucs, 907,50-830; stichtersaandeel Hallet, 3030-2760; stichtersaandeel Huileries de Sumatra, 1305-1105.

Voedingsnijverheden : inbrengeaandeel Industrielle Sud-Américaine, 2400-2550; Moulins La Royale, 5550-5500; maatsch. aandeel Moulins des Trois-Fontaines, 5500-5300; maatsch. aandeel Brasseries de Haecht, 1980-1995; maatsch. aandeel Brasserie de Koekelberg, 3160-3040.

Diverse nijverheden : maatsch. aandeel Bougies de la Cour, 1505-1620; maatsch. aandeel Couperie Belge-Américaine, 1115-1150; 1/9 gewoon aandeel Anciens Etablissements De Naeyer, 1650-1610; maatsch. aandeel Englebert, 1835-1700; stichtersaandeel Grands Magasins « A l'Innovation », 5000-5050.

Papiernijverheden : bevoorrecht aandeel Papeteries de Belgique, 675-612,50; gewoon aandeel Delcroix, 1725-1710.

Petroleumondernemingen : Pétrifina, 605-596,25.

Vreemde nijverheden : Molinos Rio Plata, 1960-2020; dividendaandeel Cairo-Héliopolis, 1930-1900; stichtersaandeel Chemins de fer économiques du Nord, 1800-1775; winstbewijs Electricité de Paris, 9225-9150; winstbewijs Parisienne, 1525-1440; stichtersaandeel Huileries de Deli, 3930-3400; stichtersaandeel Palmeraies de Mopoli, 10300-8775; gewoon aandeel Royal Dutch, 56525-54750; Soengei Lipoet, 1450-1320.

Termijn.

Arbed, 7525-7550; Banque de Paris et des Pays-Bas, 1145-1100; Barcelona Traction, 206,25-200; Brazilian Traction, 323,75-403,75; Electrobél, 1910-1860; Electro-Trust, 1145-1085; Héliopolis, 1660-1650; Kilo-Moto, 430-425; Rand Mines, 1185-1145; Rio Tinto, 2775-2560; Royal Dutch, 5650-5500; Union Minière du Haut-Katanga, 3445-3120.

BOURSE D'ANVERS. — BEURS VAN ANTWERPEN

MARCHE DES TITRES.

Du 19 novembre au 3 décembre, le marché des rentes a été soutenu. Les valeurs à lots ont vu leurs cours s'améliorer. Fonds d'Etats étrangers en régression.

Pour les valeurs à revenus variables, orientations diverses, mais cependant amélioration à beaucoup de compartiments.

Voici les cours aux dates citées ci-dessus :

Comptant.

Rentes : 3 p. c. Dette Belge, 2^e série, 86-86,25; 3 1/2 p. c. Emprunt Belge 1937, 92,50-93,20; 4 p. c. Dette Belge Unifiée, 1^{re} série, se répète à 97,65; 4 p. c. Dette Belge Unifiée, 2^e série, se répète à 97,65; Dommages de Guerre 4 p. c. 1922, 274,75-270,50; Emprunt Belge à lots 4 p. c. 1932, 586-580; Emprunt Belge à lots 4 p. c. 1933, 1163-1157.

Fonds d'Etats étrangers (cours exprimés en pour cent aux changes fixes) : Argentine, Cédulas Hyp., Conv. 1933, série A, 5 p. c., 57,75-57 1/8; Argentine, Créd. Int. 1934, 1^{re}, 2^e et 3^e tranches, 4 1/2 p. c., 51,50-52; Brésil, Emp. 1889, 4 p. c., 9,50-11 3/4; Brésil, Resc. Emp. 1901-1902, 4 p. c., 9,50-12; Brésil, Resc. Emp. 1910, 4 p. c., 9,50-12; Uruguay, Emp. 3 1/2 p. c., 46 5/8-48,75.

Banques : Banque Italo-Belge, 865-937,50.

Sociétés à portefeuille et entreprises immobilières et hypothécaires : Crédit Foncier et Immobilier Sud-Américain, 995-966 3/4.

Chemins de fer et tramways : Canadian Pacific, 267,50-240; Canadian Pacific (titres de 4), 263,75-240; Tramways de Rosario, dividende, 41-47.

Actions coloniales et de plantations : Alg. Belg. Java Cult. Maatsch., 1200-1095; Bajabang Cult. Maatsch., capital, 825-810; Congo Belge, 96,50-95,75; Feder. Malay States, 148,50-132; Kalitengah (titres de 5), 147,25-130,50; Sipef, ordinaire, 56,50-52,75; Tanjong Malim Rubber (£ 20+5), 161-143.

Valeurs d'éclairage et d'électricité : Electricidad, ordinaire (titres de 5), 335-340; Brazilian Traction, 330-408,75; Electrafina, capital, 190,75-193; Electrafina, dividende, 510-516; Electrafina, 1/10 de fondateur, 605-620; Electricité de l'Escaut, capital, 340 5/8-338,75; Electricité de l'Escaut, 1/10 de dividende, 596,25-582,50; Compagnie Anversoise de Participations Financières et d'Entreprises, 4190-4162,50.

Valeurs textiles : Cotonnière Belgo-Brésilienne, capital, 1980-2200.

Industries diverses : Béliard, Crighton & C^o, 198,75-180; Compagnie d'Anvers, capital, 1007,50-1042,50; Créditul Carbonifer, 71-73,50; De Beukelaer (Choc. et Bisc.) se répète à 129; Ford Motor, 1062,50-1013,75;

EFFECTENMARKT.

Van 19 November tot 3 December bleef de markt voor de Staatsfondsen vast. De leeningen op loten hadden betere koersen. De vreemde Staatsfondsen liepen terug.

De stemming van de aandelen was zeer veranderlijk. De noteringen werden beter in verschillende afdelingen.

Ziehier de koersen op de hierboven vermelde data :

Contant.

Staatsfondsen : Belgische Schuld, 3 t. h., 2^e reeks, 86-86,25; Belgische Leening 3 1/2 t. h. 1937, 92,50-93,20; Geünificeerde Belgische Schuld 4 t. h., 1^{ste} reeks, komt terug op 97,65; Geünificeerde Belgische Schuld 4 t. h., 2^e reeks, komt terug op 97,65; Oorlogsschade 4 t. h. 1922, 274,75-270,50; Belgische Lotenleening 4 t. h. 1932, 586-580; Belgische Lotenleening 4 t. h. 1933, 1163-1157.

Vreemde Staatsfondsen (noteeringen in ten honderd gesteld voor de vaste wisselkoersen) : Argentinië, Krediet 5 t. h., Conv. 1933, reeks A, 57,75-57 1/8; Argentinië, Krediet 4 1/2 t. h. 1934, 1^{ste}, 2^e en 3^e sneden, 51,50-52; Brazilië, Leening 4 t. h. 1889, 9,50-11 3/4; Brazilië, Leening 4 t. h. 1901-1902, 9,50-12; Brazilië, Leening 4 t. h. 1910, 9,50-12; Uruguay, Leening 3 1/2 t. h., 46 5/8-48,75.

Banken : Banque Italo-Belge, 865-937,50.

Holdings, ondernemingen voor onroerende goederen en hypotheeken : Crédit Foncier et Immobilier Sud-Américain, 995-966 3/4.

Spoor- en tramwegen : Canadian Pacific, 267,50-240; Canadian Pacific (titels van 4), 263,75-240; Tramways de Rosario, dividendaandeel, 41-47.

Koloniale ondernemingen en plantages : Alg. Belg. Java Cult. Maatsch., 1200-1095; Bajabang Cult. Maatsch., inbrengeaandeel, 825-810; Congo Belge, 96,50-95,75; Feder. Malay States, 148,50-132; Kalitengah (titels van 5), 147,25-130,50; Sipef, gewoon aandeel, 56,50-52,75; Tanjong Malim Rubber (£ 20+5), 161-143.

Electriciteits- en verlichtingsondernemingen : Electricidad, gewoon aandeel (titels van 5), 335-340; Brazilian Traction, 330-408,75; Electrafina, inbrengeaandeel, 190,75-193; Electrafina, dividendaandeel, 510-516; Electrafina, 1/10 stichtersaandeel, 605-620; Electricité de l'Escaut, inbrengeaandeel, 340 5/8-338,75; Electricité de l'Escaut, 1/10 dividendaandeel, 596,25-582,50; Compagnie Anversoise de Participations Financières et d'Entreprises, 4190-4162,50.

Textielnijverheden : Cotonnière Belgo-Brésilienne, inbrengeaandeel, 1980-2200.

Allerhande nijverheden : Béliard, Crighton & C^o, 198,75-180; Compagnie d'Anvers, inbrengeaandeel, 1007,50-1042,50; Créditul Carbonifer, 71-73,50; De Beukelaer (Choc. en Besch.) komt terug op 129; Ford

Forfina, 217,50-223,75; Liebig Extract of Meat, ordinaire, 2090-2100; Photos-Produits Gevaert, 1387,50-1360; Rand Selection Corporation Ltd. (titres de 5), 268,75-247,50; Rand Selection Corporation Ltd. (titres de 10), 268,75-247,50; Remorquage à Hélice, 3106,25-3095.

Pétroles : Astra-Romana, 145-140; Concordia (titres de 1 et 10), 86,25-78,50; Foraj. Lemoine, 16,25-11 7/8; Pétrol Block, 15 3/8-15,25.

Valeurs cotées temporairement : Compagnie Chimique et Industrielle de Belgique, 1150-1050.

Terme (dernier cours de la journée): Astra-Romana, 140-141; Brazilian Traction, 328,75-410; Canadian Pacific, 258,75-236,25; Créditul Carbonifer se répète à 72; Concordia, 84-78,50; Congo Belge, 96,50-96; Feder. Malay States, 147,50-130; Forfina, 217,50-222,50; Hydrofina, 228,75-235; Kalitengah, 145,75-130; Rand Selection Corporation Ltd., 262,50-242,50; Securities Corp. (Hydr.-Electr.), 184-170; Tanganyika, 79,50-72; Tanjong Malim, 160-145; Telok Dalam, 215-202,50.

Motor, 1062,50-1013,75; Forfina, 217,50-223,75; Liebig Extract of Meat, gewoon aandeel, 2090-2100; Photos-Produits Gevaert, 1387,50-1360; Rand Selection Corporation Ltd. (titels van 5), 268,75-247,50; Rand Selection Corporation Ltd. (titels van 10), 268,75-247,50; Remorquage à Hélice, 3106,25-3095.

Petroleumondernemingen : Astra-Romana, 145-140; Concordia (titels van 1 en 10), 86,25-78,50; Foraj. Lemoine, 16,25-11 7/8; Pétrol Block, 15 3/8-15,25.

Tijdelijk genoteerde waarden : Compagnie Chimique et Industrielle de Belgique, 1150-1050.

Termijn (laatste notering van den dag): Astra-Romana, 140-141; Brazilian Traction, 328,75-410; Canadian Pacific, 258,75-236,25; Créditul Carbonifer komt terug op 72; Concordia, 84-78,50; Congo Belge, 96,50-96; Feder. Malay States, 147,50-130; Forfina, 217,50-222,50; Hydrofina, 228,75-235; Kalitengah, 145,75-130; Rand Selection Corporation Ltd., 262,50-242,50; Securities Corp. (Hydr.-Electr.), 184-170; Tanganyika, 79,50-72; Tanjong Malim, 160-145; Telok Dalam, 215-202,50.

INDICE MENSUEL DE LA BOURSE DE BRUXELLES. — MAANDINDEXCIJFERS VAN DE BEURS TE BRUSSEL.

	TITRES A REVENU FIXE (30)					TITRES A REVENU VARIABLE (120)												
	TITRES MET VASTE RENTE (30)					TITRES MET VERANDERLIJKE OPBRENGST (120)												
	Dette belge Belgische Staats- leeningen	Emprunts provinc. et commun. Provinc. en gemeent. leeningen	Obligat. 4 p. c. impôt 16,5 p. c. Obligat. 4 t. h. belasting 16,5 t. h.	Obligat. 6 p. c. net d'impôts Obligat. 6 t. h. vrij van belasting	INDICE GLOBAL GLOBAAL INDEX- CIJFER	Banques Banken	Entrepr. immobil. hypothéc. et hôtel. Onroer. goederen, hypoth.- hotels	Tramw., ch. d. fer économ. et vicin. Tram- en buurt- spoorwegen	Tramways, électricité (Trusts) Tramweg- electriciteit (Trusts)	Gaz et électricité Gas en electriciteit	Métal- lurgie Metaal- nijverheid	Char- bonnages Steenkolen- mijnen	Zinc, plomb, mines Zink, lood, mijnen	Glaceries, verreries Spiegel- gieterijen, glas- blazerijen	Textiles, soieries Textiel nijverheid, zijde- fabrieken	Coloniales Koloniale waarden	Divers Verschei- dene	INDICE GLOBAL GLOBAAL INDEX- CIJFER
Indice p. r. au mois précédent Index t. o. v. vor. maand	95	99	99	99	98	91	96	95	92	95	85	89	85	93	86	81	91	88
1937 3-XI...	100	99	99	100	100	97	96	99	93	97	83	93	97	91	98	101	98	97
Indice p. r. au 1-1 1928 Index t. o. v. 1-1 1928	128	137	140	109	126	30	32	29	27	52	67	98	23	75	30	30	33	38
1936 1-X...	129	136	140	108	125	32	32	29	27	52	69	115	25	81	33	34	33	40
1-XII...	129	136	141	108	126	32	31	29	27	53	74	115	28	85	35	36	37	42
1937 4-I...	130	137	143	109	127	35	34	30	29	56	83	134	36	82	41	40	39	45
1-II...	133	138	148	110	129	36	37	33	32	60	86	142	40	89	46	43	44	49
1-III...	134	139	144	109	128	39	39	33	33	61	106	142	49	87	45	52	48	54
1-IV...	134	142	144	108	129	38	38	32	31	60	112	136	51	86	42	50	47	53
3-V...	135	145	146	108	130	36	35	30	29	56	102	127	39	81	38	43	42	48
1-VI...	135	146	145	108	130	35	35	31	29	57	102	133	39	82	38	39	41	47
1-VII...	135	146	148	107	131	35	34	31	28	56	101	142	37	81	37	38	40	46
2-VIII...	136	144	148	108	131	36	35	32	30	59	112	161	39	80	40	42	42	50
1-IX...	135	145	148	107	130	36	32	32	29	56	107	166	40	79	38	40	41	48
1-X...	135	144	146	107	130	35	31	31	27	56	99	147	35	76	35	37	39	45
3-XI...	129	143	144	106	127	31	30	29	25	54	84	131	30	71	30	30	36	40
1-XII...	129	142	143	106	127	31	29	29	25	52	78	122	29	64	29	31	35	39

RENDEMENT DE FONDS D'ETAT BELGES ET CONGOLAIS. — RENDEMENT VAN BELGISCHE EN CONGOLESCHE STAATSFONDSEN.

DATES — DATA	Rente, 3 p. c., 2 ^e série, net d'impôts — Rente 3 t. h., 2 ^e serie, vrij van belast.		Dette unifiée, 4 p. c., net d'impôts — Geünificeerde Schuld, 4 t. h., vrij van belast.		Dette belge 1937, 3,50 p. c., net d'impôts — Belgische Schuld 1937, 3,50 t. h., vrij van belast.		Dommages de guerre, 1922 (*) — Oorlogsschade, 1922 (*)		Congo 1906, 4 p. c., net d'impôts — Congo 1906, 4 t. h. vrij van belast.		Congo 1896, 4 p. c., net d'impôts — Congo 1896, 4 t. h., vrij van belast.	
	Cours	Rendement	Cours	Rendement	Cours	Rendement	Cours	Rendement	Cours	Rendement	Cours	Rendement
	Notering	Rendement	Notering	Rendement	Notering	Rendement	Notering	Rendement	Notering	Rendement	Notering	Rendement
1935 2-I	74,—	4,05	—	—	—	—	248,50	5,03	75,—	5,33	74,—	5,41
1936 2-I	78,75	3,81	93,55	4,28	—	—	258,—	4,07	91,50	4,37	92,50	4,32
1936 1-X	81,—	3,70	100,075	4,00	—	—	267,50	3,93	97,50	4,10	97,50	4,10
3-XI	81,75	3,67	100,20	3,99	—	—	271,50	3,87	96,—	4,17	97,—	4,12
1-XII	82,25	3,65	100,25	3,99	—	—	272,50	3,85	98,—	4,08	97,75	4,09
1937 4-I	84,50	3,55	100,35	3,99	—	—	279,—	3,76	98,65	4,05	99,50	4,02
1-II	89,—	3,37	101,25	3,95	—	—	286,—	3,67	99,25	4,03	100,25	3,99
1-III	91,55	3,28	102,175	3,91	—	—	282,—	3,72	99,10	4,04	99,50	4,02
1-IV	91,40	3,28	102,40	3,91	97,20	3,60	281,50	3,73	99,85	4,01	100,—	4,—
3-V	92,—	3,26	102,525	3,90	97,20	3,60	286,—	3,67	100,30	3,99	100,—	4,—
1-VI	92,10	3,26	102,60	3,90	97,60	3,60	300,—	3,50	100,70	3,97	100,50	3,98
1-VII	92,30	3,25	102,85	3,89	97,80	3,58	298,—	3,52	101,75	3,93	102,30	3,91
2-VIII	92,25	3,25	102,90	3,89	97,90	3,58	299,50	3,51	101,25	3,95	101,10	3,96
1-IX	92,—	3,26	102,90	3,89	97,90	3,58	298,—	3,52	101,—	3,96	101,—	3,96
1-X	91,50	3,28	102,90	3,89	97,90	3,58	291,—	3,61	100,—	4,—	100,—	4,—
3-XI	87,25	3,44	98,10	4,08	93,70	3,74	270,—	3,89	95,50	4,19	96,10	4,16
1-XII	86,—	3,49	97,75	4,09	93,—	3,76	274,—	3,83	96,80	4,13	96,75	4,13

(*) 5 p. c. net d'impôts jusqu'au 15-V-1935 sur la valeur nominale de 250 fr.; 4 p. c. net d'impôts à partir du 16-V-1935 sur la valeur nominale de fr. 262,50. — 5 t. h. vrij van belasting tot 15-V-1935 op de nominale waarde van 250 fr.; 4 t. h. vrij van belasting sinds 16-V-1935 op de nominale waarde van fr. 262,50.

PRIX DE GROS DE QUELQUES PRODUITS INDUSTRIELS.
GROOTHANDELSPRIJZEN VAN EENIGE NIJVERHEIDSPRODUCTEN.

PÉRIODES — TIJDPERKEN	Prix intérieurs — Inlandsche prijzen (en francs par tonne métrique — in franken per metrieke ton).										Prix à l'exportation Uitvoerprijzen (en £-or par tonne anglaise). (in goud-£ per Engels. ton).					
	CHARBONS — STEENKOLEN					SIDÉRURGIE — IJZER EN STAAL					SIDÉRURGIE — IJZER EN STAAL					
	pour foyer domestique Huisbrandkolen	Industriels Nijverheidskolen	Fines à coke Fijne voor cokes	Briquettes du pays Inlandsche brikketien	Coke ordinaire Gewone cokes	Fonte moulage Ruw gietijzer	Billettes Billets	Largets	Barres marchandes Staven	Poutrelles Balkijzer	Rails.	Billettes. — Billets	Largets	Barres marchandes Staven	Poutrelles Balkijzer	Rails
1935 (1)	228,25	118,75	110,50	129,25	115,—	316,25	515,—	552,50	587,50	587,60	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-0	3-1-6	5-10-0
1936 (1)	243,50	131,—	121,—	138,—	131,—	393,25	571,25	611,75	677,—	677,—	1.129,25	2-8-1	2-9-1	3-5-0	3-2-10	5-10-0
1936 IX	246,—	132,—	122,—	137,—	137,—	450,—	580,—	630,—	700,—	700,—	1.150,—	2-7-0	2-8-0	3-3-0	3-1-6	5-10-0
X	246,—	132,—	122,—	137,—	137,—	450,—	580,—	630,—	700,—	700,—	1.150,—	2-7-0	2-8-0	3-3-0	3-1-6	5-10-0
XI	252,—	137,—	127,—	142,—	147,—	450,—	580,—	630,—	700,—	700,—	1.150,—	2-7-0	2-8-0	3-3-0	3-1-6	5-10-0
XII	252,—	147,—	137,—	152,—	—	500,—	640,—	710,—	775,—	775,—	1.200,—	3-0-0	3-1-0	3-18-0	3-18-0	5-10-0
1937 I	272,—	162,—	152,—	147,—	—	500,—	640,—	710,—	775,—	775,—	1.200,—	3-0-0	3-1-0	3-18-0	3-18-0	6-0-0
II	257,—	162,—	152,—	147,—	185,—	500,—	640,—	710,—	775,—	775,—	1.200,—	3-0-0	3-1-0	4-5-0	4-2-6	6-0-0
III	257,—	162,—	152,—	147,—	185,—	750,—	760,—	870,—	975,—	975,—	1.250,—	3-7-0	3-8-0	5-0-0	4-17-6	5-15-0
IV	260,—	162,—	152,—	147,—	185,—	750,—	835,—	970,—	975,—	975,—	1.250,—	4-7-6	4-8-6	5-0-0	4-17-6	5-15-0
V	263,—	162,—	152,—	147,—	185,—	825,—	835,—	970,—	975,—	975,—	1.250,—	4-7-6	4-8-6	5-0-0	4-17-6	5-15-0
VI	281,—	177,—	167,—	182,—	215,—	825,—	960,—	1.095,—	1.100,—	1.100,—	1.375,—	4-7-6	4-8-6	5-0-0	4-17-6	5-15-0
VII	284,—	177,—	167,—	182,—	215,—	825,—	960,—	1.095,—	1.100,—	1.100,—	1.375,—	5-7-6	5-8-6	6-0-0	5-7-6	5-15-0
VIII	287,—	177,—	167,—	182,—	215,—	825,—	960,—	1.095,—	1.100,—	1.100,—	1.375,—	5-7-6	5-8-6	6-0-0	5-7-6	5-15-0
IX	287,—	177,—	167,—	182,—	215,—	825,—	960,—	1.095,—	1.100,—	1.100,—	1.375,—	5-7-6	5-8-6	6-0-0	5-7-6	5-15-0
X	287,—	177,—	167,—	182,—	215,—	825,—	960,—	1.095,—	1.100,—	1.100,—	1.375,—	5-7-6	5-8-6	6-0-0	5-7-6	5-15-0
XI	287,—	177,—	167,—	182,—	215,—	825,—	960,—	1.095,—	1.100,—	1.100,—	1.375,—	5-7-6	5-8-6	6-0-0	5-7-6	5-15-0

(1) Moyenne mensuelle. — Maandgemiddelde.

PRIX MOYENS DES GRAINS ET AUTRES DENREES AGRICOLES.
GEMIDDELDE MARKTPRIJZEN VAN GRANEN EN ANDERE LANDBOUWPRODUCTEN.

ÉPOQUES — TIJDPERKEN	Froment — Tarwe	Seigle — Rogge	Avoine — Haver	Orge — Gerst	Pommes de terre — Aardappelen	Lin brut — Ruw vlas	Beurre — Boter	Laine — Wol.	Oufs — Eieren
	en francs par 100 kg. — in franken per 100 kg.						en francs par kg. — in franken per kg.		en fr. par pièce — in fr. per stuk
1935 (1)	76,56	68,32	81,63	75,63	41,15	89,84	17,90	16,18	0,52
1936 (1)	109,—	83,11	89,69	87,41	45,19	97,17	18,75	18,59	0,57
1936 VIII	113,72	85,24	87,48	83,42	39,16	88,17	16,47	18,—	0,54
IX	111,44	86,45	86,07	90,80	34,05	92,09	18,27	18,13	0,66
X	117,36	96,04	88,74	101,52	33,85	95,99	19,01	18,70	0,79
XI	117,43	97,93	90,61	103,65	36,64	90,32	20,52	21,25	0,85
XII	123,67	106,10	96,31	109,04	36,32	94,48	22,18	22,44	0,67
1937 I	131,21	114,89	108,—	114,85	37,53	96,66	23,42	24,70	0,50
II	131,11	120,17	108,25	116,94	39,08	97,81	24,05	24,19	0,40
III	131,01	120,03	108,39	115,43	40,06	93,17	22,77	26,37	0,44
IV	147,90	132,41	117,76	123,75	41,02	91,74	18,55	26,20	0,37
V	145,10	132,30	121,90	123,08	41,78	82,06	17,81	26,66	0,36
VI	141,84	130,56	125,92	119,78	37,20	99,67	20,17	26,19	0,41
VII	140,29	128,10	122,03	116,18	40,35	102,99	21,24	26,60	0,50
VIII	132,96	125,94	115,49	114,77	43,77	106,38	22,87	25,62	0,55
IX	129,72	124,17	111,48	113,45	40,04	104,10	24,46	23,—	0,69
X	134,92	122,59	113,65	118,09	37,92	102,68	24,87	20,56	0,81

(1) Moyenne mensuelle. — Maandgemiddelde.

**PRODUCTION INDUSTRIELLE DE LA BELGIQUE. — I. — Industries minières et métallurgiques (1).
VOORTBRENGING VAN DE BELGISCHE NIJVERHEID. — I. — Steenkool- en metaalnijverheid (1).**

PÉRIODES — TIJDPERKEN	MINES DE HOUILLE. — STEENKOLENMIJNEN										Nombre moyen de jours d'extraction Gemiddeld aantal dagen van opdelving	Stock à fin de mois — Voorraad op 't einde der maand — (× 1.000 Ton.)
	NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS — GEMIDDELD AANTAL ARBEIDERS		PRODUCTION PAR BASSIN NETTO HOEVEELHEID OPGEDOLVEN STEENKOLEN PER BEKKEN (× 1.000 Ton.)							TOTAL — TOTAAL		
	du fond — onder den grond	fond et surface — onder en boven den grond	Mons — Bergen	Centre — Center	Charleroi	Namur — Namen	Liège — Luik	Campine — Kempen				
1935 (3)	82.990	120.165	381	323	571	27	432	473	2.207	22,6	3.323	
1936 (3)	82.572	120.505	391	341	603	29	436	523	2.323	23,2	1.969	
1936 VIII	82.016	120.338	412	355	629	30	334	526	2.286	23,2	1.927	
IX	78.363	114.606	367	315	538	25	402	512	2.159	22,2	1.712	
X	80.910	118.623	395	367	660	33	496	568	2.518	25,4	1.491	
XI	83.652	121.894	397	360	640	31	452	566	2.447	23,9	1.338	
XII	84.939	123.446	420	365	659	33	481	560	2.519	23,8	1.062	
1937 I	82.793	120.375	411	350	643	35	442	586	2.466	24,2	832	
II	85.096	122.974	380	347	635	33	438	531	2.365	23,3	729	
III	85.254	123.133	448	379	682	36	476	590	2.611	25,8	674	
IV	86.477	124.705	449	387	683	36	478	591	2.623	25,9	645	
V	85.155	123.531	398	341	587	31	419	522	2.298	22,8	588	
VI	84.192	122.589	446	373	671	34	452	536	2.512	25,6	511	
VII	83.009	121.035	365	333	586	29	429	533	2.274	23,2	496	
VIII	84.971	122.913	422	350	614	31	402	525	2.345	23,9	488	
IX	87.292	125.606	439	373	677	35	462	546	2.532	25,6	504	
X	89.348	128.514	438	392	694	35	478	557	2.593	25,8	522	

PÉRIODES — TIJDPERKEN	COQUES		AGGLOMÉRÉS — BRICKETTES		Hauts fourneaux en activité (4) — Hoogovens in werking (4)	PRODUCTION MÉTALLURGIQUE VOORTBRENGING DER METAALNIJVERHEID (× 1.000 Ton.)				
	Production — Voortbrenging — (× 1.000 Ton.)	Nombre moyen d'ouvriers — Gemiddeld aantal arbeiders	Production — Voortbrenging — (× 1.000 Ton.)	Nombre moyen d'ouvriers — Gemiddeld aantal arbeiders		Fonte — Gietijzer	Aciers bruts — Ruw staal	Pièces d'acier moulées — Stukken gegoten staal	Aciers finis — Afgewerkte staalwaren	Fers finis — Afgewerkte ijzerwaren
1935 (3)	391	3.644	114	792	42 (2)	255	247	5,1	192	4,5
1936 (3)	423	3.743	129	802	44 2)	267	259	5,8	204	3,4
1936 VIII	435	3.722	119	795	41	286	266	5,9	205	3,6
IX	422	3.726	112	799	42	268	269	6,2	209	2,8
X	436	3.769	150	806	42	286	291	7,4	238	3,2
XI	432	3.798	142	832	42	280	276	6,6	213	3,5
XII	460	3.810	159	830	44	295	289	6,9	232	3,2
1937 I	450	3.813	157	882	42	286	280	6,0	227	3,7
II	423	3.866	162	884	44	267	262	6,4	216	3,2
III	478	4.204	149	855	45	309	302	7,0	243	3,4
IV	466	3.918	157	871	47	320	319	8,3	243	3,4
V	485	3.931	136	900	48	336	322	7,5	233	2,7
VI	490	3.902	155	871	48	341	341	8,1	260	3,2
VII	505	3.952	132	862	48	344	349	7,0	253	2,8
VIII	518	4.010	150	890	49	350	347	8,3	234	2,6
IX	511	4.024	163	897	49	340	344	8,7	240	2,5
X	533	4.010	176	927	49	350	346	8,4	235	2,9

(1) Statistique du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. — Statistiek van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg.

(2) Au 31 décembre. — Op 31 December.

(3) Moyenne mensuelle. — Maandgemiddelde.

(4) A la fin de la période. — Op het einde van het tijdperk.

PRODUCTION INDUSTRIELLE DE LA BELGIQUE. — II. — Industries diverses.
VOORTBRENGING VAN DE BELGISCHE NIJVERHEID. — II. — Verscheidene nijverheden.

PÉRIODES — TIJDPERKEN	COTON Production semestrielle de filés — KATOEN Zeemaande- lijksche productie van gesponnen katoen	LAINES — WOOL		SUCRE — SUIKER				BRASSERIES Quantité de farines déclarées — BROUWER- RIJEN Hoeveelheden verklaard meel	DISTILLERIES Production d'alcool — STOKERIJEN Voortgo- brachte alcohol
		Condition- nements (4)	Stoeks de peignés dans les peignages à façon (fin de mois)	Production — Voortbrenging		Stoeks (sucre bruts et raffinés) (fin de mois)	Déclarations en consomma- tion — Voor verbruik verklaard		
				Sucre bruts — Ruwe suiker	Sucre raffinés — Raf'nade- suiker				
				(Ton.)					(Hectol.)
1935 (1)	28.714 (2) 34.536 (3)	2.230	3.491	18.517	16.616	120.750	16.552	15.938	33.057
1936 (1)	30.200 (2) 36.100 (3)	2.741	3.140	18.820	16.681	126.346	17.017	16.400	33.506
1936 VIII		2.204	3.323	—	17.599	58.748	17.368	17.859	22.120
IX		2.835	3.038	—	19.534	33.837	17.076	16.173	37.833
X		3.505	2.783	72.081	22.752	84.535	18.070	15.048	30.827
XI	36.100 (3)	3.888	2.537	28.077	25.019	183.323	19.089	15.049	34.071
XII		3.302	2.558	124.891	18.236	179.042	16.100	16.054	35.856
1937 I		3.230	2.826	232	15.603	152.771	18.209	14.495	24.412
II		2.735	2.887	170	15.660	130.769	13.497	14.760	32.807
III		3.095	2.897	397	17.148	119.459	15.007	17.262	35.023
IV		3.023	2.825	—	16.760	117.514	15.001	17.517	34.228
V	30.300 (2)	2.420	2.953	89	12.423	100.087	15.508	18.072	32.397
VI		2.280	2.947	—	13.482	93.090	21.102	18.803	35.610
VII		2.367	3.103	—	14.377	74.922	21.884	18.387	37.393
VIII		1.964	3.088	—	13.988	48.934	15.498	18.138	33.603
IX		2.444	3.276	—	16.066	32.410	18.182	16.706	35.411
X		2.517	2.933	69.800	20.970	77.069	16.152	15.824	

PÉRIODES — TIJDPERKEN	MARGARINE ET BEURRES ARTIFICIELS — MARGARINE EN KUNSTBOTER			ALLUMETTES — LUCIFERS			PÂCHE — VISBOERIJ		OR DU CONGO — GOLD UIT KONGO	
	Production — Voort- brenging	Déclarations en consom- mation — Voor verbruik verklaard	Déclarations à l'exportation — Voor don uitvoer verklaard	Fabrication — Fabricage	Consomma- tion — Verbruik	Exportation (avec décharge de l'accise) — Uitvoer met onthef- ting van den accijns	Ventes à la minque d'Ostende — Omzetten ter mijn van Oostende		Mines de Kilo-Moto (or brut) — Mijnen v. Kilo-Moto (ruw goud)	Exportation totale (or fin) — Totale uitvoer (fijn goud)
							Quantités — Hoeveelheid — (Ton.)	Valours — Waarde — (× 1.000 fr.)		
										(5)
1935 (1) .	3.818	3.796	10	4.194	1.941	2.481	1.659	6.014	589,0	853,0
1936 (1) .	4.371	4.358	8	4.603	1.823	2.740	2.013	6.958	607,8	906,0
1936 VIII	3.870	3.880	7	4.696	1.985	3.292	2.492	8.321	666,5	
IX	4.750	4.704	11	4.742	2.117	2.735	2.604	8.470	687,0	
X	4.543	4.547	14	5.657	2.203	3.128	2.371	7.918	682,4	
XI	4.311	4.299	11	5.252	1.713	3.250	2.255	7.230	625,7	
XII	5.357	5.340	8	5.407	2.002	2.977	1.930	7.134	622,7	
1937 I	4.483	4.457	18	4.793	2.292	2.294	1.455	5.994	578,0	1.146,7
II	4.465	4.452	14	5.384	2.678	2.813	1.688	7.284	571,7	915,2
III	5.336	5.328	17	5.501	2.251	3.237	2.660	9.021	626,2	1.000,4
IV	4.639	4.633	20	5.537	1.324	3.220	1.947	5.758	630,1	850,9
V	3.299	3.284	3	4.937	1.468	2.993	1.624	5.182	672,2	948,3
VI	3.859	3.795	20	5.102	1.692	2.727	2.054	6.099	679,0	644,2
VII	3.929	3.635	11	4.162	1.610	2.782	1.930	6.177	684,2	1.649,6
VIII	4.558	4.604	10	3.964	1.239	2.977	2.633	7.579	701,5	862,7
IX	5.373	5.357	16	3.878	2.124	2.505	3.059	8.143	680,0	1.182,0
X	4.957	4.024	30	4.854	2.320	2.572	3.200	8.135	689,5	

- (1) Moyenne mensuelle. — Maandgemiddelde.
(2) Production du semestre du 1^{er} février au 31 juillet. — Productie van het halfjaar 1 Februari-31 Juli.
(3) Production du semestre du 1^{er} août au 31 janvier. — Productie van het halfjaar 1 Augustus-31 Januari.
(4) De Verviers, de Dison et de l'Est (laine conditionnée ou simplement pesée). — Te Verviers, Dison en Housy (reeds gedroogd of enkel gewogen).
(5) L'or brut comprend en moyenne 80 % d'or alluvionnaire à 94 % de fin environ et 20 % d'or filonien à environ 75 % de fin. — Het ruw goud begrijpt ± 80 t. h. alluviaal goud met een gehalte van ± 94 t. h. fijn, en 20 t. h. adergoud met een gehalte van ± 75 t. h. fijn.

COMMERCE SPECIAL DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE.
BIJZONDERE HANDEL VAN HET BELGISCH-LUXEMBURGSCH ECONOMISCH VERBOND.

	QUANTITES — GEWICHT (× 1.000 ton.)					VALEURS — WAARDE (× 1.000.000 fr.)						PRIX MOYEN PAR TONNE — GEMIDDELDE PRIJS PER TON fr.	EXCÉDENT (+) OU DÉFICIT (—) DE LA BALANCE COMMERCIALE OVERSCHOT (+) OF TEKORT (—) VAN DE HANDELSBALANS (× 1.000.000 fr.)	RAPPORT DES EXPORTATIONS AUX IMPORTATIONS, EN P. C. VERHOUDING VAN UIT. TOT INVOER, IN T. H.
	Animaux vivants — Levende dieren	Objets d'alimentation et boissons — Voedingmiddelen en dranken	Matières brutes ou simplement préparées — Ruwe of enkel bereide stoffen	Produits fabriqués — Fabrikaten	Totaux — Totalen	Animaux vivants — Levende dieren	Objets d'alimentation et boissons — Voedingmiddelen en dranken	Matières brutes ou simplement préparées — Ruwe of enkel bereide stoffen	Produits fabriqués — Fabrikaten	Or et argent non ouvrés et monnaies — Goud en zilver onbewerkt; gouden en zilveren munt	Totaux — Totalen			
IMPORTATIONS. — INVOER :														
1935.....	13,5	3.512	26.395	669	30.590	44,0	3.498	8.946	4.624	334,0	17.446	570		
1936.....	15,1	4.080	28.009	753	32.858	47,8	4.486	11.469	5.096	407,8	21.506	654		
1936 VIII.....	1,3	319	2.432	57	2.809	4,0	363	890	381	30,3	1.669	594		
IX.....	1,3	378	2.446	78	2.903	4,7	448	969	435	36,5	1.893	652		
X.....	1,2	396	2.587	67	3.052	3,9	457	961	461	34,0	1.916	628		
XI.....	1,3	402	2.525	59	2.987	3,7	466	1.041	418	22,0	1.950	653		
XII.....	1,2	413	2.392	76	2.882	4,0	507	1.267	480	35,7	2.294	796		
1937 I.....	1,1	319	2.471	59	2.851	3,4	387	1.255	442	29,4	2.116	742		
II.....	1,0	284	2.546	64	2.895	3,2	375	1.260	486	28,8	2.153	744		
III.....	1,3	351	2.669	72	3.095	3,6	454	1.493	563	37,5	2.551	824		
IV.....	1,1	343	2.781	76	3.201	3,1	444	1.412	586	29,7	2.475	773		
V.....	1,2	311	2.890	72	3.273	3,5	407	1.454	526	33,9	2.425	741		
VI.....	0,9	294	2.927	75	3.298	2,5	380	1.302	557	33,6	2.275	690		
VII.....	0,8	271	2.891	68	3.231	2,2	351	1.228	497	29,6	2.111	653		
VIII.....	0,9	284	3.154	64	3.503	2,5	362	1.295	476	42,7	2.178	622		
IX.....	0,7	363	2.973	67	3.403	2,1	490	1.212	525	33,2	2.262	665		
X.....	0,8	454	3.103	78	3.636	2,5	586	1.270	513	36,8	2.408	662		
EXPORTAT. — UITVOER :														
1935.....	8,0	560	14.737	4.994	20.300	66,1	873	6.835	8.012	339,5	16.126	794	— 1.320	92,4
1936.....	6,5	627	16.332	4.875	21.841	67,2	1.084	9.059	9.514	220,1	19.944	913	— 1.561	92,7
1936 VIII.....	0,4	48	1.555	446	2.048	4,2	83	673	859	11,1	1.630	796	— 39	97,7
IX.....	0,6	57	1.435	422	1.915	6,6	91	760	846	10,0	1.713	894	— 180	90,5
X.....	0,4	66	1.374	448	1.888	5,2	105	763	889	10,5	1.772	939	— 144	92,5
XI.....	0,2	75	1.321	411	1.807	3,0	122	882	839	17,5	1.864	1.031	— 86	95,6
XII.....	0,3	73	1.443	426	1.943	3,8	135	1.036	961	16,2	2.153	1.108	— 141	93,9
1937 I.....	0,2	60	1.286	400	1.747	2,4	114	871	799	25,6	1.813	1.038	— 304	85,6
II.....	0,6	63	1.262	402	1.728	6,1	113	906	875	35,0	1.936	1.121	— 217	89,9
III.....	0,6	81	1.453	527	2.062	6,1	141	1.110	1.097	61,1	2.415	1.171	— 137	94,6
IV.....	0,8	92	1.486	549	2.127	8,5	140	1.016	1.132	29,0	2.326	1.093	— 150	93,9
V.....	0,8	91	1.512	525	2.129	7,7	156	977	1.031	23,2	2.194	1.031	— 231	90,5
VI.....	0,7	54	1.720	575	2.349	7,0	100	982	1.160	13,9	2.263	963	— 12	99,5
VII.....	0,5	37	1.564	523	2.124	5,4	83	880	1.102	14,5	2.086	982	— 25	98,8
VIII.....	0,5	39	1.576	489	2.104	5,1	88	878	1.064	20,6	2.056	977	— 122	94,4
IX.....	0,5	50	1.773	457	2.281	6,3	98	1.053	1.075	25,0	2.258	990	— 4	99,8
X.....	0,7	54	1.756	470	2.280	8,8	105	1.092	1.162	19,4	2.387	1.047	— 20	99,2

TABLEAU RETROSPECTIF DU RENDEMENT DES SOCIÉTÉS ANONYMES BELGES.
RETROSPECTIEF OVERZICHT VAN DE RESULTATENREKENING VAN DE BELGISCHE
NAAMLOOZE VENNOOTSCHAPPEN.

PÉRIODES — TIJDPERKEN	NOMBRE DE SOCIÉTÉS — AANTAL VENNOOTSCHAPPEN			Capital versé — Gestort kapitaal	Réserves — Reserven	RÉSULTATS NETS — NETTO RESULTAAT		Dividende brut distribué — Uitgekeerde bruto- winst	Dette obligataire (1) — Obligataire schuld (1)	Coupons d'obligations bruts — Schuldbrie- venkoepons (bruto)
	recensées — opgeteld	en bénéfice — met winst	en perte — met verlies			bénéfice — winst	perte — verlies			
(× 1.000 fr.)										
1935.....	7.183	4.324	2.859	44.715.205	16.354.906	2.875.215	1.219.768	2.167.319	10.292.678	564.900
1936.....	7.478	5.478	2.000	44.979.711	17.204.061	4.216.978	1.169.540	2.869.383	10.504.183	565.925
I-X 1936.....	6.359	4.690	1.669	36.774.525	13.461.202	3.402.612	944.307	2.326.316	9.122.844	494.970
I-X 1937.....	6.399	4.986	1.413	37.041.228	14.242.564	4.152.966	416.701	2.939.695	8.224.764	426.613
1936 VII.....	410	301	109	5.971.791	1.460.188	473.755	104.539	396.095	1.401.242	76.602
VIII.....	174	121	53	1.299.458	298.526	80.595	55.812	51.515	702.846	39.977
IX.....	260	191	69	1.110.356	319.304	111.187	12.670	73.374	626.554	34.328
X.....	558	423	135	4.725.816	1.231.492	389.515	83.531	240.811	777.495	42.395
XI.....	275	204	71	3.519.082	2.114.035	446.961	39.490	296.191	609.335	30.442
XII.....	283	214	69	2.861.636	1.514.414	259.623	100.769	189.490	772.298	40.526
1937 I.....	122	108	14	613.547	334.851	94.288	2.378	43.939	1.462.955	80.441
II.....	184	141	43	496.115	173.991	42.538	2.991	25.545	762.817	42.833
III.....	1.290	998	292	4.464.918	2.382.966	539.779	37.124	392.085	631.225	34.474
IV.....	1.606	1.220	386	7.117.242	2.260.717	761.069	108.251	520.380	895.705	45.569
V.....	1.173	916	257	8.301.267	4.786.769	924.767	110.461	686.105	590.076	29.162
VI.....	634	499	135	3.071.077	709.356	334.084	46.412	228.269	721.336	36.641
VII.....	414	323	91	5.942.827	1.742.658	723.282	32.976	540.819	1.105.161	56.752
VIII.....	182	139	43	1.325.661	336.153	107.639	20.592	76.225	549.783	29.057
IX.....	249	196	53	1.019.515	271.730	130.857	8.180	78.302	492.304	25.593
X.....	545	446	99	4.689.059	1.243.373	494.663	47.336	348.026	1.013.402	46.091

(1) En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes. — De maandelijkse opgegeven leeningen zijn deze van andere vennootschappen dan die waar- van sprake in de voorgaande kolommen.

RENDEMENT DES IMPOTS. — OPBRENGST VAN DE BELASTINGEN.

1° Recettes fiscales sans distinction d'exercices (non compris les additionnels provinciaux et communaux).

1° Ontvangsten zonder onderscheid van het dienstjaar (die der gemeentelijke en provinciale opcentiemen niet inbegrepen).

(× 1.000.000 fr.)

PÉRIODES — TIJDPERKEN	Contributions directes — Rechtstreeksche belastingen	Douanes et accises — Douanen en accijnzen	Enregistrement — Registratierechten	Recettes globales pour la période — Globale ontvangsten van het tijdperk	Recettes globales cumulatives — Globale gecumuleerde ontvangsten
1935.....	2.625	2.774	2.935	8.334	—
1936.....	3.028	2.857	3.183	9.068	—
1936 VIII	216	242	274	732	5.726
IX	251	247	273	771	6.497
X	278	255	303	836	7.333
XI	290	228	266	784	8.117
XII	396	269	286	950	9.068
1937 I	434	243	278	955	955
II	208	231	298	737	1.692
III	215	249	323	787	2.479
IV	256	260	322	838	3.317
V	242	247	279	767	4.084
VI	191	258	298	748	4.832
VII	265	251	309	825	5.657
VIII	241	256	294	791	6.448
IX	189	249	325	763	7.211
X	231	253	324	808	8.019

2° Recettes totales effectuées jusqu'au 31 octobre 1937 pour les exercices 1936 et 1937
(non compris les additionnels provinciaux et communaux).

2° Totale ontvangsten voor de dienstjaren 1936 en 1937 tot op 31 October 1937 gedaan
(gemeentelijke en provinciale opcentiemen niet inbegrepen).

(× 1.000.000 fr.)

	Exercice 1936 (2) — Dienstjaar 1936 (2)		Exercice 1937 — Dienstjaar 1937		Octobre 1937 — October 1937		
	Recettes effectuées — Geïnde ontvangsten	Evaluations budgétaires — Budgetaire ramingen	Recettes effectuées — Geïnde ontvangsten	Evaluations budgétaires — Budgetaire ramingen	Recettes effectuées pour — Ontvangsten voor rekening van		
					l'exercice 1936 — dienstjaar 1936	l'exercice 1937 — dienstjaar 1937	
I. Contribut. directes.	3.006	3.047	1.677	1.700	—	231	I. Rechtstr. belast.
II. Douanes et accises .	2.849	2.784	2.467	2.353	—	253	II. Douanen en accijnz.
dont douanes	1.554	1.480	1.327	1.280	—	132	waarvan douanen.
accises	1.086	(1) 1.287	965	(1) 1.074	—	103	accijnzen
III. Enregistrement	3.184	3.080	3.047	2.705	—	324	III. Registratierechten
dont enreg. et transcr.	495	570	456	404	—	49	waarvan reg. en overs.
successions	231	224	206	172	—	26	erfenissen.
timbre, taxe de transm.	2.419	2.244	2.356	2.096	—	246	zegel, overdr. taks.
Total ...	9.039	8.912	7.192	6.759	—	808	Totaal
Différence par rapport aux évaluations budgétaires.	+ 127		+ 433				Vershil in vergelijking met de budgetaire ramingen.

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile; la remise des déclarations par le contribuable et l'établissement des rôles par l'administration prennent, en effet, un certain temps. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à partir de la clôture de l'exercice. — NOTA: Het tijdperk van invordering der rechtstreeksche belastingen duurt langer dan het burgerlijk jaar; het indienen der verklaringen door den belastingplichtige en het opmaken der rollen door het beheer nemen inderdaad een zekeren tijd in. Voor deze categorie belastingen zijn dus de cijfers maar beslis-

(1) Accises et taxes spéciales de consommation. — Accijnzen en bijzondere verbruikstaxes.
(2) Exercice clos depuis le 31 juillet 1937. — Dienstjaar afgesloten op 31 Juli 1937.

**COURS DES METAUX PRECIEUX A LONDRES.
NOTEERINGEN VAN DE EDELE METALEN TE LONDEN.**

DATES — DATA	OR — GOUD		ARGENT — ZILVER		Rapport or — argent — Verhouding goud — zilver
	En sh. et p. par once (2) d'or fin — In sh. en p. per ons (2) fijn goud	En francs (1) par kg. d'or fin — In franken per kg.(1) fijn goud	En deniers par once (2) au titre stand. (222/240) — In p. per ons (2) voor 222/240 fijn	En francs par kg. (1) de fin — In franken (1) per kg. fijn	
1935 2-I	140/10 1/2	23.822,36	24 5/8	375,15	63,50
1936 2-I	141/4	33.190,87	22 3/8	473,38	70,11
1936 1 X	140/5 1/2	33.044,66	19 15/16	422,57	78,20
3 XI	142/2	33.108,04	20 1/8	422,23	78,41
1 XII	141/7	33.047,59	21 1/8	444,22	74,39
1937 4 I	141/8	33.114,01	21 1/4	447,49	74,—
1 II	142/0 1/2	33.153,14	20 5/16	427,12	77,62
1 III	142/3 1/2	33.194,34	20 3/16	424,27	78,24
1 IV	142/1	33.195,70	20 7/8	439,38	75,55
3 V	140/10	33.094,68	20 5/16	430,02	76,96
1 VI	140/9	33.083,58	20 1/4	428,81	77,15
1 VII	140/6	33.173,04	19 15/16	424,09	78,22
3 VIII	139/7 1/2	33.207,73	20	428,53	77,49
1 IX	140/0 1/2	33.184,42	19 3/4	421,62	78,71
1 X	140/7 1/2	33.236,46	19 13/16	421,86	78,79
3 XI	140/7	33.132,04	19 13/16	420,78	78,74
1 XII	140/0 1/2	33.047,94	19 11/16	418,56	78,96

(1) Conversion effectuée au cours de la livre sterling à Bruxelles à la date de la cotation. — Herleiding op grond der noteering van het pond te Brussel.

(2) L'once troy = 31,103481 grammes. — De troy ons = 31,103481 gram.

Banque Nationale de Belgique - Nationale Bank van België

Moyennes annuelles et mensuelles des situations hebdomadaires.

Jaar- en maandgemiddelden van de weekstaten.

(× 1.000 fr.)

DATES — DATA	Encaisse-or — Goudvoorraad	Portefeuille- offets sur la Belgique et valeurs-or sur l'étranger — Wissels op België en goudwaarden op het buitenland	Avances sur fonds publics — Beleeningen	Bons, annuités, et titres d'obligations du Trésor (27-12-1930 et 19-7-1932) — Bons, annuïteiten en obligatietitels van de Schatk. (27-12-1930 en 19-7-1932)	Billets en circulation — Bank- biljetten	COMPTES COURANTS		Total des engagements à vue — Totaal der onmiddellijk opvorderbare verplichtingen
						REKENINGEN COURANT		
						Particuliers — Particuliere	Trésor — Schatkist	
1935 I-III	12.497.675	6.874.357	724.515	1.037.962	19.796.655	3.956.095	165.065	23.917.815
IV-XII	16.881.985	6.589.943	389.589	792.956	21.697.139	4.335.446	147.496	26.180.081
1936	17.953.947	6.589.943	389.589	792.956	21.697.139	4.335.446	147.496	26.180.081
1936 IX	18.562.456	6.785.521	375.037	786.214	22.555.519	4.163.212	211.184	26.929.915
X	18.620.287	6.850.273	350.525	788.214	22.569.031	4.275.057	188.713	27.032.801
XI	18.500.435	6.793.699	345.234	786.214	22.328.964	4.396.316	133.757	26.859.037
XII	18.627.093	6.838.033	362.284	786.214	22.411.035	4.323.735	318.430	27.053.200
1937 I	18.484.386	6.851.348	267.144	773.512	22.507.552	3.962.683	339.057	26.809.292
II	18.433.620	6.789.387	174.366	773.512	22.430.180	4.011.518	168.344	26.610.042
III	18.310.909	6.831.140	190.653	773.512	22.243.383	3.627.964	666.341	26.537.688
IV	18.066.128	6.720.904	189.320	773.512	22.102.087	3.227.525	839.364	26.168.976
V	17.937.342	6.675.749	184.171	773.512	22.001.173	3.331.232	647.263	25.979.668
VI	18.177.170	6.815.397	183.920	773.512	22.020.924	3.549.613	789.193	26.359.730
VII	18.440.518	6.986.264	169.544	763.350	22.417.767	3.323.166	1.000.183	26.741.116
VIII	17.994.135	6.787.669	170.489	760.809	22.145.240	3.281.946	655.404	26.082.590
IX	17.734.434	6.519.276	197.045	760.809	22.097.279	3.144.981	351.211	25.593.471
X	17.274.861	6.283.877	189.524	760.809	21.865.102	2.903.572	131.334	24.900.008
XI	16.750.339	6.309.687	193.923	760.809	21.557.292	2.664.776	199.334	24.421.402